Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Dimanche 14 décembre 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°785 ■

AADL 3

Pose de la première pierre pour la réalisation de 1.500 logements à Relizane

P 16

PRODUCTION PÉTROLIÈRE EN NOVEMBRE 2025

L'Algérie atteint les 965 000 barils par jour

En novembre 2025, la production de pétrole brut de l'Algérie a enregistré une hausse de 10 000 barils par jour par rapport au mois précédent, pour s'établir à 965 000 barils par jour, contre 955 000 barils par jour en octobre 2025. Ce volume constitue le niveau le plus élevé observé depuis plus de deux ans, correspondant à celui atteint en octobre 2023. Cette progression confirme une dynamique haussière continue de la production pétrolière nationale, désormais établie pour le septième mois consécutif. P 3

LIGNE FERROVIAIRE BECHAR-TINDOUF-GARA-DJEBILET

L'ensemble des travaux sera finalisé dans une dizaine de jours

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a indiqué, jeudi à Bechar, que l'ensemble des travaux du méga-projet de la ligne ferroviaire Bechar-Tindouf-Gara Djebilet sera finalisé, dans une dizaine jours.

P 2

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Sonatrach lance un nouveau projet à Chlef

Le Président Directeur Général du Groupe SONATRACH, M. Nour Eddine DAOUDI, a donné, hier, le coup d'envoi du chantier de construction d'une station de dessalement de l'eau de mer à Dahra, dans la wilaya de Chlef. Cette nouvelle station s'inscrit dans le cadre du deuxième programme national complémentaire approuvé par le Président de la République, Abdelmadjid TEBBOUNE, qui vise à renforcer la sécurité hydrique du pays à travers la construction de grandes stations de dessalement dans les wilayas de Chlef, Mostaganem et Tlemcen.

P 3

EN DÉPIT D'UNE HAUSSE LÉGÈRE DES PRIX AU MOIS D'OCTOBRE 2025

L'inflation reste stable, moins de 2%

Dans un contexte où la préservation du pouvoir d'achat demeure au cœur des priorités des pouvoirs publics, l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) constitue un baromètre essentiel de la conjoncture économique. Les dernières données publiées par l'Office national des statistiques (ONS) font état, au mois d'octobre 2025, d'une légère reprise des prix à la consommation dans la capitale, après le recul enregistré en septembre.

P 5

TRANSPORT FERROVIAIRE

La SNTF modernise ses locomotives diesel-électriques P 2

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le rôle économique croissant de l'université souligné P 3

REVALORISATION DE SALAIRES

Le SNMG passe à 24 000 DA à partir de janvier 2026 P 5

TRANSPORT FERROVIAIRE

La SNTF modernise ses locomotives diesel-électriques

Par Selma R.

La Société Nationale des Transports Ferroviaires (SNTF) poursuit son programme ambitieux de modernisation du parc ferroviaire avec la remise à neuf de 20 anciennes locomotives diesel-électriques. Ces travaux, entièrement réalisés par des compétences algériennes, marquent une étape majeure dans le renforcement de l'efficacité et de la fiabilité du transport ferroviaire national. Les opérations de réhabilitation et de modernisation ont été effectuées dans les ateliers de Mohammedia (AMF – Wilaya de Mascara) ainsi qu'à la base principale de maintenance des locomotives à Rouiba (BPML) à Alger, a précisé la SNTF dans un communiqué.
L'ensemble du processus a été assuré par des techniciens et ingénieurs algériens spécialisés dans la maintenance et la modernisation du matériel ferroviaire, sous le contrôle technique du groupe américain EMD (Electro-Motive Diesel), fabricant de locomotives diesel.
Les locomotives rénovées intègrent désormais des systèmes électroniques de commande de dernière génération, notamment le système EM2000 développé par EMD, permettant un contrôle optimal des fonctions de la locomotive. Cette modernisation, ajoute la même source, réduit également la consommation de carburant grâce à l'injection électronique, diminue les émissions de gaz à effet de serre et conserve la puissance originale des moteurs.
Par ailleurs, le système de suspension et les moteurs de traction ont été améliorés pour garantir une conduite plus confortable et plus fluide sur les rails. Les locomotives sont également désormais équipées de climatisation, offrant un meilleur confort pour les conducteurs. Ce programme illustre la volonté de la SNTF de moderniser son parc ferroviaire, tout en développant les compétences locales et en maîtrisant les technologies de pointe. Il s'inscrit dans une dynamique plus large visant à renforcer la performance et la durabilité du transport ferroviaire en Algérie.

LIGNE FERROVIAIRE BECHAR-TINDOUF-GARA-DJEBILET

L'ensemble des travaux sera finalisé dans une dizaine de jours

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a indiqué, jeudi à Bechar, que l'ensemble des travaux du mégaprojet de la ligne ferroviaire Bechar-Tindouf-Gara Djebilet sera finalisé, dans une dizaine jours.

Par R E.

Lors de sa visite des différents chantiers du tronçon de 220 km, qui traverse cette ligne dans la wilaya de Bechar, et celui traversant la wilaya de Beni-Abbes à partir de la localité d'Oum El Assel (W.Tindouf), sur 440 km et comprenant une gare ferroviaire à Tabelbella (W.Beni-Abbes), le ministre a précisé que l'ensemble des travaux de ce mégaprojet sera finalisé, dans une dizaine jours, avec la réception des derniers 60 km de pose de rail de cette ligne ferroviaire minière ouest.
Le ministre a également annoncé l'achèvement total des travaux de 45 viaducs ferroviaires, réalisés au titre de ce mégaprojet ferroviaire.
"Ceci nous permettra la mise en exploitation, dès le début du mois de janvier 2026, de cette ligne ferroviaire, qui aura des répercussions économiques et sociales très importantes sur la région du Sud-Ouest et du pays", a-t-il expliqué.
M. Djellaoui a également visité la gare ferroviaire de Hammaguir, parachevée et prête à être mise en service, dès le mois de janvier 2026. Au cours de sa visite aux différents compartiments et servitudes de cette gare, le ministre a mis en évidence les efforts déployés par l'entreprise publique Infrarail, réalisatrice de cette infrastructure de voyageurs, qui s'étend sur plus de 800 mètres carrés.
M. Djellaoui s'est également rendu à la nouvelle zone industrielle de Toumiat, au Nord de Bechar, ou il a inspecté le chantier de réalisation d'un by-pass provisoire (passage ferroviaire contournant), de plus d'un kilomètre pour permettre le passage des trains miniers en provenance de Gara Djebilet, à destination de l'un des ports de la wilaya d'Oran.
Ce by-pass, en voie d'achèvement, sera à l'avenir remplacé par une voie ferroviaire d'une même longueur pour l'acheminement du minerai de fer vers le futur complexe sidérurgique en réalisation dans cette zone industrielle, a souligné le directeur de la communication de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), Abdelkader Mazar.
Auparavant, M. Djellaoui, a inspecté au point kilométrique 319 à Beni Abbes les travaux de pose de la voie ferrée, réalisés par Cosider Travaux Publics et l'entreprise chinoise CRCC. in situ, le ministre a souligné l'importance de mobiliser tous les moyens nécessaires pour achever les travaux avant la fin de l'année.
Il a également inspecté, dans la wilaya de Beni Abbes, les travaux de réalisation de la gare ferroviaire de Tabelbala, donnant des instructions aux entreprises de réalisation de mobiliser toutes les capacités et les ressources pour finaliser les travaux avant la fin de l'année.
Au point kilométrique 248 dans la même wilaya, M. Djellaoui a inspecté les travaux de pose de la voie ferrée supervisés par Cosider Travaux Publics, exprimant sa satisfaction quant au rythme soutenu des travaux, qui permettra de finaliser la pose des rails dans la wilaya de Beni Abbes avant la fin de l'année. Dans ce contexte, le ministre a précisé qu'il ne reste que 60 kilomètres de travaux de pose de voie à réaliser, sur un total de 950 kilomètres que compte la ligne minière de l'Ouest.

DU 11 AU 13 JANVIER PROCHAIN À BATNA

1er salon national dédié à la diversification économique et à la souveraineté alimentaire

La wilaya de Batna accueillera, du 11 au 13 janvier prochains, le premier salon national de la diversification de l'économie et de la souveraineté alimentaire, a annoncé, jeudi, le directeur des services agricoles (DSA), Ahmed Sebki.
Le même responsable a précisé, en marge de la remise, au siège de la wilaya, de 8 actes de concession à des agriculteurs activant dans plusieurs communes, en présence du wali, Riadh Benahmed, que le salon sera organisé à Timgad en coordination avec la chambre de l'agriculture, et verra la participation de tous les acteurs du secteur, dont l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), la Fédération nationale des aviculteurs (FNAV), des représentants des différentes filières agricoles ainsi que des investisseurs.
Il est également prévu, selon M. Sebki, l'organisation, en marge du salon, d'expositions mettant en valeur différents produits agricoles, ainsi que des conférences et des ateliers encadrés par des spécialistes universitaires.

TRAVAIL, EMPLOI ET SÉCURITÉ SOCIALE

Eriger l'INT en un espace de référence pour la formation à travers la numérisation

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a souligné la nécessité d'ériger l'Institut national du travail (INT) en un espace de référence pour la formation spécialisée, en s'appuyant sur la numérisation en tant qu'outil fondamental pour moderniser le système de travail et améliorer les services de la formation publique, indique samedi un communiqué du ministère.
Présidant une réunion d'évaluation consacrée à la présentation du bilan d'activités de l'INT, le ministre a donné "une série d'instructions visant à renforcer l'efficacité de l'Institut et à l'adapter aux transformations numériques, notamment par l'octroi d'une place particulière aux programmes de formation à distance et aux plateformes numériques interactives, afin de soutenir une flexibilité dans l'apprentissage", précise le communiqué.
M. Saihi a également ordonné "l'élargissement du programme des formations pour inclure les différentes catégories de travailleurs et cadres dirigeants à travers les différentes wilayas, ainsi que le renforcement de la formation spécialisée répondant aux besoins du secteur, tout en tenant compte des spécificités de chaque établissement".
Il s'agit également de "la transition vers des modes de gestion modernes basés sur des systèmes informatiques avancés et le développement de plateformes numériques d'inscription, garantissant la transparence et l'amélioration de la qualité des services".
Il a, en outre, appelé à la numérisation des archives et des données relatives aux études et aux banques de données sur le marché du travail, ainsi qu'au soutien des organismes sous tutelle, au renforcement de l'intégration institutionnelle et au développement de mécanismes de coopération entre l'Institut et les autres structures centralisées et décentralisées.
Dans le même contexte, le ministre a mis en lumière le rôle central de l'INT dans l'élaboration et la mise en oeuvre de programmes de formation spécialisée, la réhabilitation du siège de l'Institut et la modernisation de ses équipements pédagogiques, y compris les salles numériques, le matériel audiovisuel et les espaces de formation interactifs répondant aux exigences de la transformation numérique, ainsi que la généralisation de l'utilisation des solutions numériques intelligentes dans les programmes pédagogiques. A ce propos, il a appelé l'Institut à assumer "un rôle de référence dans le domaine des études et des recherches liées au monde du travail, à travers l'élaboration de rapports analytiques et d'études sectorielles qui contribuent à l'appui à la prise de décision".
Au terme de la réunion, M. Saihi a insisté sur la nécessité de renforcer la coordination entre l'Institut et les cadres du ministère pour assurer un accompagnement efficace dans l'exécution de ses missions stratégiques, ainsi que l'accélération du rythme des réalisations dans le cadre des programmes de formation et d'études, et l'orientation des efforts vers l'élargissement des partenariats avec les acteurs économiques afin de lier la formation aux besoins du marché du travail.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PRODUCTION PÉTROLIÈRE EN NOVEMBRE 2025

L'Algérie atteint les 965 000 barils par jour

En novembre 2025, la production de pétrole brut de l'Algérie a enregistré une hausse de 10 000 barils par jour par rapport au mois précédent, pour s'établir à 965 000 barils par jour, contre 955 000 barils par jour en octobre 2025. Ce volume constitue le niveau le plus élevé observé depuis plus de deux ans, correspondant à celui atteint en octobre 2023. Cette progression confirme une dynamique haussière continue de la production pétrolière nationale, désormais établie pour le septième mois consécutif.

Par Adem A.

Cette évolution s'inscrit dans le respect par l'Algérie des décisions collectives de l'alliance Opep+, en particulier celles prises par le groupe des huit pays impliqués dans la gestion des réductions volontaires de production. Selon les données fournies par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », ces pays ont achevé, en septembre 2025, la restitution complète des réductions volontaires initiales estimées à 2,2 millions de barils par jour. Parallèlement, une seconde phase de réduction, évaluée à 1,65 million de barils par jour, a commencé à être réintégrée progressivement à partir d'octobre 2025, à un rythme mensuel de 137 000 barils par jour. Le groupe des huit pays a, par ailleurs, récemment ajusté son calendrier, prolongeant la réintégration des volumes jusqu'à la fin décembre 2025, avant une pause prévue au cours du premier trimestre 2026.
S'agissant de l'Algérie, les données du rapport mensuel de l'Opep, publié le jeudi 11 décembre 2025, indiquent que la production du mois de novembre demeure légèrement inférieure au quota autorisé, avec un écart de 2 000 barils par jour. Le plafond fixé dans le cadre du plan de sortie progressive des réductions volontaires est, en effet, établi à 967 000 barils par jour.
Selon les dernières décisions d'Opep+, la production algérienne devrait encore progresser pour atteindre 971 000 barils par jour en décembre 2025, un niveau qui devrait être maintenu de manière stable jusqu'au mois de mars 2026. En parallèle, l'Algérie reste engagée dans la politique de réduction officielle globale de l'alliance, en vigueur depuis novembre 2022 et prolongée jusqu'à la fin de l'année 2026, portant sur un volume total de 2 millions de barils par jour.À l'échelle de l'alliance, le rapport fait également état d'une hausse modérée de la production totale d'Opep+, qui s'est établie à 43,06 millions de barils par jour en novembre 2025, contre 43,02 millions de barils par jour en octobre. En revanche, la production cumulée des pays membres de l'Opep est demeurée quasi stable, à 28,48 millions de barils par jour.
L'analyse par pays met en évidence des évolutions contrastées. La production de l'Arabie saoudite a dépassé les 10,05 millions de barils par jour, tandis que celle de la Russie a atteint 9,36 millions de barils par jour. Les Émirats arabes unis ont, de leur côté, porté leur production à 3,37 millions de barils par jour, alors que le Koweït l'a augmentée à 2,56 millions. À l'inverse, plusieurs pays ont enregistré des reculs notables, notamment l'Iran, dont la production a diminué à 3,22 millions de barils par jour, l'Irak à 4,07 millions, le Mexique à 1,43 million et le Nigeria à 1,48 million de barils par jour.

Opep maintient ses prévisions pour 2026

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a décidé, pour le quatrième mois consécutif, de maintenir inchangées ses prévisions de demande mondiale de pétrole pour l'année 2026. Selon son rapport mensuel publié jeudi passé, la demande mondiale devrait augmenter de 1,38 million de barils par jour, portant le total à 106,52 millions de barils par jour.La croissance de la demande serait principalement tirée par les pays non membres de l'OCDE, avec une hausse estimée à 1,23 million de barils par jour, tandis que la demande dans les pays de l'OCDE progresserait plus modestement de 150 000 barils par jour.
L'Inde et la Chine devraient jouer un rôle moteur, avec des augmentations respectives de 220 000 et 200 000 barils par jour.
L'Opep conserve par ailleurs des perspectives économiques optimistes, tablant sur une croissance mondiale de 3,1 % en 2025 et en 2026, soutenue par de meilleurs indicateurs économiques et par des accords commerciaux internationaux, notamment la trêve commerciale entre les États-Unis et la Chine.En parallèle, l'organisation a maintenu ses prévisions de croissance de l'offre pétrolière provenant de pays hors Opep+ en 2026 à 630 000 barils par jour, pour un total de 54,78 millions de barils par jour, avec une contribution notable attendue de pays comme les États-Unis, le Brésil et le Canada. En revanche, pour 2025, l'Opep a légèrement revu à la hausse ses estimations de croissance de l'offre hors Opep+, désormais évaluée à 960 000 barils par jour.

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

SONATRACH lance un nouveau projet à Chlef

Par S R.

Le Président Directeur Général du Groupe SONATRACH, M. Nour Eddine DAOUDI, a donné, hier, le coup d'envoi du chantier de construction d'une station de dessalement de l'eau de mer à Dahra, dans la wilaya de Chlef, et ce, en présence du Wali de Chlef, M. Ibrahim GHMIRED, du Président Directeur Général d'Algerian Desalination Company (ADC), M. Lahcen BADA, du Président Directeur Général de l'Entreprise Nationale des Grands Travaux Pétroliers (ENGTP), M. MAAMRI Benyoucef, ainsi que des représentants du Conseil populaire de wilaya, des deux chambres du Parlement et des autorités civiles et sécuritaires.
Cette nouvelle station s'inscrit dans le cadre du deuxième programme national complémentaire approuvé par le Président de la République, Monsieur Abdelmadjid TEBBOUNE, qui vise à renforcer la sécurité hydrique du pays à travers la construction de grandes stations de dessalement dans les wilayas de Chlef, Mostaganem et Tlemcen, avec une capacité de production allant jusqu'à 300 000 m3/jour chacune.
En effet, selon un communiqué de Sonatrach, la station de Dahra permettra, à la commune d'El Marsa, un approvisionnement durable en eau potable à plus de trois millions d'habitants des wilayas de Chlef, Médéa, Aïn Defla et Tissemsilt, dans un rayon de 150 à 250 kilomètres.
Le projet a été confié à l'Entreprise Nationale des Grands Travaux Pétroliers (ENGTP), sous la supervision d'Algerian Desalination Company (ADC), toutes deux filiales de SONATRACH, réaffirmant ainsi l'engagement du Groupe à soutenir des projets socio-économiques vitaux. Le projet contribuera également, ajoute la même source, à la création d'un nombre important d'emplois, tant pendant les phases de construction que lors de son exploitation, et permettra de soutenir des programmes de formation et de développement des compétences nationales dans le domaine du dessalement.
Le lancement du projet de la station de dessalement de l'eau de mer de Dahra constitue une étape importante qui s'inscrit dans le cadre d'une vision nationale dont l'objectif est de porter la capacité de production d'eau dessalée à 5,6 millions de m3/jour à l'horizon 2030, renforçant ainsi la sécurité hydrique durable et répondant aux besoins de développement socio-économique des différentes wilayas du pays. Ce projet témoigne de l'engagement indéfectible de SONATRACH à accélérer la transition vers une sécurité hydrique durable et à construire des infrastructures capables de relever les défis futurs.
À noter que la wilaya de Chlef dispose déjà d'une station de dessalement d'eau de mer à Maïnis, dans la commune de Ténès, d'une capacité de production de 200 000 mètres cubes par jour, assurant l'alimentation en eau potable de 27 communes, ainsi que d'une station monobloc à la commune de Béni Haoua d'une capacité de 5 000 mètres cubes par jour. Une autre station monobloc, d'une capacité similaire de 5 000 mètres cubes par jour, est actuellement en cours de réalisation dans la commune d'Oued Goussine.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le rôle économique croissant de l'université souligné

Par R E.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a souligné, jeudi à Blida, le rôle croissant de l'université dans le soutien de la croissance économique nationale, estimant qu'elle constitue désormais "un pilier essentiel" dans la mise en œuvre de la nouvelle vision économique du pays.
S'exprimant lors d'une rencontre avec la communauté universitaire, au terme d'une visite de travail et d'inspection à l'université Ali-Lounici d'El Affroun, le ministre a affirmé que les établissements universitaires constituent désormais "un pilier essentiel" dans la mise en œuvre de la nouvelle vision économique du pays visant la création de 20.000 start-up à l'horizon 2029, en application de l'objectif fixé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.
Il a ajouté que le secteur de l'Enseignement supérieur œuvre activement à la réalisation de cet objectif, soulignant que l'université ne se limite plus à la formation et à la recherche académique, mais joue désormais "un rôle direct dans la création de la richesse" à travers l'accompagnement des start-up et le développement de solutions scientifiques appliquées répondant aux besoins du marché et renforçant les partenariats avec les acteurs économiques.
M. Baddari a, en outre, qualifié les projets innovants présentés par les étudiants, ainsi que les résultats des recherches menées par les enseignants, de "preuve de l'engagement à concrétiser les priorités du président de la République en matière de recherche scientifique innovante".
Il a salué, à ce titre, les performances réalisées, durant cette année, par l'université Blida 2, qui compte 80 projets étudiants innovants, dont 41 ayant abouti à la création d'entreprises économiques, ainsi que trois (3) brevets d'invention, " tous susceptibles de se convertir en valeur ajoutée pour l'économie nationale ".
Le ministre a indiqué que son département œuvre à renforcer l'adéquation entre l'université et les besoins de l'économie, notamment par la promotion des formations à forte valeur ajoutée, la valorisation des résultats de la recherche et leur intégration dans leur environnement économique et social. Il a rappelé, à ce titre, les dispositifs mis à la disposition des étudiants, tels que les incubateurs de start-up, les laboratoires d'innovation et les centres d'entrepreneuriat.
Procédant à l'inauguration d'une résidence universitaire de 2.000 lits, le ministre a, par ailleurs, réaffirmé que la généralisation de la numérisation constitue "la pierre angulaire" de la gestion des établissements universitaires et du soutien aux projets technologiques. Il a souligné que le secteur s'attèle à digitaliser l'ensemble des services pédagogiques et administratifs.
Il a également révélé que la numérisation et la rationalisation des dépenses ont permis la création de 2.000 postes de maitres-assistants et la mobilisation de 500 millions DA destinés au financement de projets innovants.

MÉTAUX INDUSTRIELS

Le cuivre recule après avoir frôlé les 12.000 dollars la tonne métrique

Le cuivre a marqué une pause après avoir atteint un sommet historique proche de 12.000 dollars la tonne métrique vendredi, les prix élevés risquant de freiner la demande pour ce métal, qui reste néanmoins en voie d'enregistrer une troisième progression hebdomadaire consécutive.
Le contrat de référence à trois mois sur le cuivre, coté au London Metal Exchange, reculait de 0,7 % à 11.795 dollars la tonne lors des échanges officiels à la criée.
Il a atteint un record de 11.952 dollars plus tôt dans la séance, s'approchant du seuil psychologique des 12.000 dollars. Ce métal, largement utilisé dans l'énergie, la construction et l'industrie manufacturière, devrait terminer la semaine en hausse de 1,8 %, prévoient des analystes du marché.
Parmi les autres métaux cotés au LME, l'aluminium a cédé 0,9 % à 2.875 dollars la tonne, tandis que le zinc a perdu 1,4 % à 3.159 dollars après avoir atteint un sommet de 13 mois jeudi.
Le nickel a légèrement reculé de 0,2 % à 14.600 dollars, le plomb a perdu 0,3 % à 1.983 dollars.
L'étain a été le seul métal de base à progresser, gagnant 0,2 % à 41.825 dollars après avoir atteint son plus haut niveau depuis avril 2022 en raison de préoccupations sur l'offre.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or au sommet en sept semaines, l'argent franchit un nouveau record

Les prix de l'or ont grimpé vendredi à leur plus haut niveau en sept semaine, portés par la faiblesse du dollar et la forte demande pour les valeurs refuges dans un contexte de tensions politique, parallèlement, l'argent a enregistré un nouveau record.
L'once d'or (31,1g) s'échangeait à Londres à 4.342,20 dollars, contre 4.197,78 dollars sept jours plus tôt à la clôture, soit une hausse de 3,44 %.
L' argent s'est hissé à un nouveau sommet historique vendredi, à 64,5743 dollars l'once (31,1 g), enregistrant une hausse de 1,1 % par rapport à la séance précédente. La baisse des taux directeurs américains mercredi, et l'apparente ouverture de son président Jerome Powell à de nouvelles coupes ont contribué au renchérissement des métaux précieux qui continuent d'enchaîner des records sur un marché tendu. Des taux d'intérêts plus bas réduisent en effet l'attractivité du dollar et des obligations d'Etat américaines, bénéficiant à d'autres valeurs refuges. Le platine a aussi pris près de 8% cette semaine, montant vendredi jusqu'à 1.778,07 dollars la tonne, du jamais vu depuis 2011.

RENFORCEMENT DES LIENS AVEC LES COMPÉTENCES ALGÉRIENNES À L'ÉTRANGER

Une stratégie durable mise en œuvre par l'Etat

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, a affirmé, jeudi à Alger, que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "veille particulièrement à l'implication de la diaspora", soulignant qu'une stratégie globale, accompagnée de plans d'action intégrés, est mise en œuvre pour établir des ponts durables entre les compétences algériennes à l'étranger et les institutions nationales.
Intervenant lors d'une journée organisée par l'Algerian Scholar Award Foundation au Centre culturel du Djamaâ El-Djazaïr, M. Chaib a rappelé que cette stratégie vise à renforcer la position scientifique et économique du pays en facilitant la contribution des experts algériens établis à l'étranger, notamment à travers l'investissement direct, le transfert de technologies et les partenariats scientifiques.
Il a également évoqué la journée dédiée à la communauté nationale à l'étranger organisée en marge de la 4e édition du Sommet africain des start-up, marquée par une forte participation de compétences résidant hors du pays. Dans le domaine médical, il a rappelé une rencontre tenue en octobre avec le ministre de la Santé afin d'identifier les spécialités prioritaires, soulignant que l'Algérie dispose de nombreuses compétences formées localement.
Au cours de cette journée d'échanges, des experts et scientifiques ont appelé à structurer davantage les interactions entre les compétences de la diaspora et celles en activité en Algérie, afin de renforcer les passerelles et d'assurer une coopération plus efficace.
Le professeur international Réda Souilamas, chirurgien thoracique et spécialiste de la greffe pulmonaire, a plaidé pour la mise en place de formations et de programmes d'accompagnement permettant de rapprocher les groupes scientifiques algériens, qu'ils soient basés en Algérie ou à l'étranger. Il a recommandé la création de réseaux capables de soutenir les étudiants et chercheurs algériens dans leurs parcours internationaux.
Pour sa part, le professeur Abdenneb Ben Aissai, neurochirurgien, a souligné le rôle essentiel des collaborations entre compétences locales et celles de la diaspora dans le développement national, particulièrement dans les secteurs de la santé et de la recherche. Selon lui, les relations directes avec des experts nationaux ou étrangers favorisent l'accès à des formations avancées à l'étranger et permettent l'accueil de spécialistes en Algérie, contribuant à l'acquisition de savoir-faire dans les technologies de pointe.

APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

Le ministre souligné la nécessité de diversifier les ressources

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a souligné, jeudi à Aïn Temouchent, l'importance de diversifier les ressources en eau potable, un facteur essentiel pour garantir la sécurité de l'approvisionnement.
Lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, M. Derbal a insisté sur la nécessité de ne pas dépendre d'une seule source d'approvisionnement en eau potable, car "en cas de dysfonctionnement exceptionnel, l'alimentation en eau des citoyens ne doit pas être interrompue". Il a affirmé que la multiplicité des ressources en eau permet de renforcer considérablement la sécurité de l'approvisionnement.
Le ministre a rappelé que, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, il est impératif de garantir la continuité de l'alimentation en eau, ce qui implique de renforcer les installations existantes, d'en optimiser l'exploitation et d'assurer des systèmes de sécurité efficaces.
Lors de l'inspection du barrage de Dzioua dans la commune d'Aïn Tolba, M. Derbal a souligné que cet ouvrage, dont la capacité d'emmagasinement atteint 13 millions de mètres cubes, joue un rôle stratégique en cas d'urgence ou d'arrêt de certaines infrastructures hydriques, puisque ses eaux peuvent être mobilisées pour combler tout déficit.
Accompagné des walis d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, et d'Oran, Brahim Ouchene, le ministre a expliqué que les eaux du barrage de Dzioua constituent un réservoir stratégique pour les deux wilayas et, à l'avenir, pour la wilaya de Sidi Bel-Abbes, qui bénéficiera d'un projet en cours de réalisation visant à l'alimenter en eau potable à partir de la station de dessalement de la plage El Hillal (Aïn Temouchent).
Après la mise en service de la station de dessalement du Cap Blanc (Oran), un projet a été lancé pour relier Sidi Bel-Abbes à la station d'El Hillal. Cette même conduite est, d'ailleurs, utilisée pour transférer l'eau du barrage de Dzioua vers cette wilaya, afin d'assurer un approvisionnement sécurisé à partir d'une source unique pour plusieurs régions.
Le ministre a indiqué que de nombreux projets structurants ont été réalisés, notamment les stations de dessalement, récemment mises en service, dont celle de Cap Blanc, d'une capacité de 300.000 mètres cubes/jour, ainsi que de nombreuses stations de pompage et des interconnexions entre barrages et réseaux d'alimentation. "Il est indispensable de diversifier les sources d'approvisionnement pour garantir la flexibilité nécessaire à la distribution de l'eau potable en toutes circonstances", a-t-il déclaré.
M. Derbal a salué la décision du président de la République de lancer la réalisation de trois nouvelles stations de dessalement dans les wilayas de Tlemcen, Mostaganem et Chlef, lesquelles viendront soutenir également les wilayas d'Aïn Temouchent, Oran et Mascara, créant ainsi un confort hydrique direct ou indirect pour l'ensemble des régions avoisinantes.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 11 ديسمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 11 Décembre 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعارالتجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	67	77	57	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	155	174	135	الطماطم	
	Oignon sec	57	64	49	البصل الجاف	
	Ail sec	744	811	677	الثوم الجاف	
	Carotte	81	92	70	الجزر	
	Navet	97	108	86	اللفت	
	Choux fleur	104	117	91	قرنبيط	
	Choux	91	105	77	الكرنب	
	Courgette	184	205	164	الكوسة	
	Haricot vert	234	260	208	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	147	162	132	الخس	
Fruits frais	Clémentine	196	236	156	كليمونتين	فواكه طازجة
	Orange	172	207	136	البرتقال	
	Citron	160	185	134	الليمون	
	Pomme locale	373	460	287	التفاح المحلي	
	Datte	492	621	363	التمر	
	Banane	476	495	457	الموز	
	Grenade	206	244	168	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1889	2038	1741	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	341	356	325	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	22	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	315,00	315,00	0,00	-20,41	-25,79	5,56	11,11	25000	7 875 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	-0,92	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,02	2,99	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2299,00	-0,04	-0,03	1,71	10,96	5,44	53121	122 125 179,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	-0,21	-9,02	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	3,70	4,70	3,97	5,00	0	0,00

LA GRANDE COMMISSION MIXTE ALGÉRO-TUNISIENNE DE COOPÉRATION

Un nouveau jalon dans le processus de coopération bilatérale

La 23e session de la Grande commission mixte algéro-tunisienne de coopération, dont les travaux ont pris fin vendredi à Tunis, pose un nouveau jalon dans le processus de coopération entre les deux pays qui ont réaffirmé, à cette occasion, leur convergence de vues sur de nombreuses questions d'intérêt commun.

Synthèse Sirine R.

Cette session, tenue sous la coprésidence du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, et de la cheffe du gouvernement tunisien, Mme Sarra Zaafrani, a été sanctionnée par la signature, d'un nombre important d'accords et de mémorandums d'entente, ainsi que de programmes exécutifs couvrant plusieurs secteurs, soit un total de 25 accords.

Dans le cadre de cette session, le Forum économique mixte algéro-tunisien s'est tenu, jeudi, sous la supervision du Premier ministre et de son homologue tunisienne, les deux parties ayant noté une convergence de vues quant à la nécessité de renforcer les voies de partenariat et de soutenir le secteur privé, conformément aux aspirations des dirigeants des deux pays, soucieux de diversifier et d'intensifier les domaines de coopération. Le forum a été marqué, pour la première fois, par la signature de sept (7) accords entre des opérateurs économiques des deux pays, avec la participation de près de 210 entreprises économiques. Peu avant l'ouverture des travaux de la session, le Premier ministre et la cheffe du Gouvernement tunisien, ont eu des entretiens, qui ont été élargis aux délégations des deux pays.

Le rapport du Comité de suivi, dont les travaux se sont tenus jeudi, sous la présidence du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et de son homologue tunisien, M. Mohamed Ali Nafti, a été présenté.

Lors de la séance élargie de cette session, qui s'en est suivie, M. Ghrieb a souligné que la tenue de cette session s'inscrivait dans le cadre de la concrétisation des hautes instructions des dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son frère le Président Kaïs Saïed, en vue de «hisser les relations entre les deux pays au rang d'un partenariat stratégique solidaire et intégré».

Il a également salué la coordination continue et intensive entre les deux pays pour faire face aux différentes menaces sécuritaires, notamment dans le domaine de la sécurisation des frontières communes, afin de réduire les risques liés au terrorisme, à la criminalité transnationale organisée, à l'émigration clandestine, à la contrebande sous toutes ses formes et au trafic de drogue. Dans le volet économique, la Premier ministre a affirmé que les deux pays disposent de nombreuses complémentarités économiques, leur permettant de nouer des partenariats bilatéraux productifs et rentables dans plusieurs domaines, après l'adoption d'une feuille de route clairement définie, et la mise en place de mécanismes concrets selon un calendrier clair, en vue de concrétiser les projets de coopération dans les secteurs vitaux et prioritaires.

Il est à noter que le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a dépassé, en 2024, les 2,3 milliards USD, soit une hausse de 12 % par rapport à l'année précédente, faisant ainsi de la Tunisie l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Algérie.

Le Premier ministre a également présenté des données relatives à la coopération économique bilatérale dans les domaines énergétiques et de l'investissement, estimant qu'elles «méritent d'être valorisées et suscitent l'optimisme au regard de la croissance soutenue et rapide du volume et de la qualité des échanges et des investissements, mais demeurent en deçà des potentialités disponibles dans les deux pays et du niveau des perspectives prometteuses offertes par les mutations internationales effrénées».

A cet égard, M. Ghrieb a appelé les hommes d'affaires tunisiens à «explorer les importants atouts et opportunités d'investissement disponibles en l'Algérie dans divers domaines, à l'instar de l'industrie, toutes branches confondues, notamment les pièces de rechange, le textile, la valorisation des cuirs, l'énergie, le tourisme, l'agriculture, la pêche, les énergies renouvelables, les start-up, le BTP, le transport et autres domaines».

EN DÉPIT D'UNE HAUSSE LÉGÈRE DES PRIX AU MOIS D'OCTOBRE 2025

L'inflation reste stable, moins de 2%

Par Réda Hadi

Dans un contexte où la préservation du pouvoir d'achat demeure au cœur des priorités des pouvoirs publics, l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) constitue un baromètre essentiel de la conjoncture économique. Les dernières données publiées par l'Office national des statistiques (ONS) font état, au mois d'octobre 2025, d'une légère reprise des prix à la consommation dans la capitale, après le recul enregistré en septembre. Cette hausse mensuelle, essentiellement portée par les produits alimentaires, s'inscrit toutefois dans une dynamique annuelle marquée par un net ralentissement de l'inflation, résultat des politiques de régulation et de soutien mises en place par l'État. Selon l'ONS, l'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger a augmenté de 0,8 % en octobre 2025 par rapport au mois précédent. Cette évolution intervient après une baisse de 0,7 % en septembre 2025, traduisant un retournement de tendance à court terme. Elle contraste également avec la situation observée en octobre 2024, mois durant lequel les prix avaient légèrement reculé de 0,1 % par rapport à septembre de la même année.

La hausse légère enregistrée en octobre est principalement imputable à l'évolution des prix des biens alimentaires, qui ont progressé de 1,6 % sur un mois. L'ONS précise que cette augmentation est largement tirée par les produits agricoles frais, dont les prix ont bondi de 3,3 %, confirmant une nouvelle fois la forte sensibilité de l'IPC aux fluctuations de ce segment, souvent influencé par des facteurs saisonniers et climatiques.

Dans le détail, plusieurs produits de large consommation ont affiché des hausses significatives. Les légumes ont vu leurs prix augmenter de 11,4 %, tandis que les poissons ont enregistré une envolée notable de 24,2 %. Les œufs n'ont pas été en reste, avec une hausse de 22,3 %, alors que les viandes et abats de bœuf ont progressé plus modérément de 2,2 %. Ces évolutions traduisent des tensions ponctuelles sur certains marchés, liées notamment à l'offre, à la logistique et aux coûts de production.

À l'inverse, plusieurs produits ont contribué à atténuer la hausse globale des prix alimentaires. Les prix de la viande de poulet ont reculé de 2,3 %, tandis que ceux de la pomme de terre ont enregistré une baisse marquée de 7,5 %. Par ailleurs, les produits alimentaires industriels ont connu un léger repli de 0,3 %, reflétant notamment la baisse des prix de certaines denrées transformées.

Les produits manufacturés non alimentaires et les services se sont, quant à eux, caractérisés par une relative stabilité en octobre 2025 par rapport au mois précédent. Cette évolution modérée a joué un rôle important dans la limitation de l'ampleur de la hausse globale de l'indice des prix à la consommation dans la capitale. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation affiche une augmentation plus contenue de 0,3 % en octobre 2025 par rapport à septembre. Cet indicateur permet de mieux apprécier la tendance de fond de l'évolution des prix, en neutralisant l'effet des facteurs saisonniers récurrents.

Sur le plan annuel, les indicateurs confirment un net ralentissement de l'inflation. En octobre 2025, et comparativement au même mois de 2024, la variation des prix à la consommation à Alger ressort à -1,2 %, traduisant un recul global des prix sur un an. Le rythme d'inflation annuel, calculé sur la période allant de novembre 2024 à octobre 2025 par rapport à novembre 2023 – octobre 2024, s'établit à +1,7 %, un niveau jugé maîtrisé.

À l'échelle nationale, l'indice des prix à la consommation, établi à partir d'un échantillon de 17 villes et villages représentatifs des différentes régions du pays, a progressé de 1,2 % en octobre 2025 par rapport au mois précédent. Cette hausse est principalement due à l'augmentation de 2,2 % des prix des biens alimentaires, confirmant le rôle central de ce segment dans la dynamique inflationniste récente.

REVALORISATION DE SALAIRES

Le SNMG passe à 24 000 DA à partir de janvier 2026

Par M. A.

À compter de janvier 2026, plus aucun travailleur en Algérie, qu'il exerce dans le secteur public ou privé, ne pourra percevoir un salaire inférieur à 24 000 dinars. Cette mesure, décidée lors du dernier Conseil des ministres présidé par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, marque une nouvelle étape dans la consolidation du caractère social de l'État et dans la protection du pouvoir d'achat des travailleurs. Le Salaire national minimum garanti (SNMG) passera ainsi de 20 000 à 24 000 dinars, une hausse qualifiée de « structurelle » par les responsables du secteur, dans la mesure où elle concerne directement le salaire de base et non des primes ou des indemnités temporaires.

Pour Abdelmalik Atailia, directeur général de l'emploi et de l'intégration au ministère du Travail, cette décision est sans équivoque. « À partir du 1er janvier 2026, il ne sera plus permis à aucun employeur de verser un salaire inférieur à 24 000 dinars. Cette règle s'applique à l'ensemble du tissu économique, sans distinction entre secteur public et secteur privé », a-t-il affirmé au micro d'El Hayat TV. Selon lui, cette revalorisation du SNMG vise avant tout à garantir un revenu minimum décent et à corriger certaines distorsions observées par le passé. « Pendant des années, les augmentations se faisaient essentiellement à travers des primes, sans toucher au salaire de base. Aujourd'hui, le choix est clair : revenir à l'essentiel, c'est-à-dire au salaire de référence, afin de préserver les droits des travailleurs, y compris à long terme, notamment en matière de retraite », a-t-il expliqué. La hausse de 4 000 dinars décidée pour 2026 intervient après une première revalorisation plus modeste enregistrée il y a quelques années. Elle concerne en priorité les catégories à faibles revenus et s'inscrit dans une approche visant à renforcer l'équité sociale et à contribuer à la reconstitution progressive de la classe moyenne. Pour les autorités, il s'agit également d'une réponse anticipée aux tensions économiques mondiales et aux effets de l'inflation importée. Au-delà de son impact direct sur les revenus, cette augmentation est perçue comme un levier économique. « Améliorer le revenu du travailleur, c'est aussi soutenir la consommation, stimuler la demande intérieure et, par conséquent, encourager la production nationale», a souligné le directeur général de l'emploi, estimant que cette dynamique bénéficiera à la fois aux ménages et aux entreprises, dans un cercle vertueux favorable à la croissance.

OUM EL-BOUAGHI

Mise en service de 3 centres de proximité de stockage de céréales

Trois centres de proximité de stockage de céréales d'une capacité chacun de 5.000 tonnes ont été mis en service jeudi, dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi à l'occasion de la commémoration du 65e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960.
La mise en service de ces centres dans les communes d'El Djazia, Ksar Sbahi et Ain Babouche auquel s'ajouta un quatrième à mettre en exploitation ultérieurement dans la commune d'Ain M'lia a été présidée par le wali, Benabdallah Chaïb Eddour accompagné des autorités locales civiles et militaires.
Ces structures ont été réalisées dans le cadre d'un programme comprenant au total neuf centres retenus pour la wilaya d'Oum El-Bouaghi pour 2,276 millions DA dont sept ont été achevés et deux sont en cours de réalisation, à-on indiqué à l'occasion.
Un riche programme d'activités diverses avec le lancement de projets de développement et de mise en service de certains autres a été retenu dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi pour la commémoration du 65e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960.

JIJEL

Achèvement des travaux de réhabilitation de 39 salles de soins

Les travaux d'entretien et de réhabilitation de 39 salles de soins dans la wilaya de Jijel, engagés au titre de l'exercice 2025, ont été achevés, a indiqué jeudi le directeur de la santé et de la population, Abderrahmane Attout.
Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que dans le cadre de l'amélioration des conditions d'accueil et de prise en charge des malades au niveau des structures de santé, 39 salles de soins de plusieurs communes de la wilaya ont fait l'objet durant l'exercice en cours 2025 de travaux de réhabilitation et d'entretien totalement parachevés.
Une enveloppe financière de 80 millions DA a été dégagée du budget de wilaya et du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales pour effectuer ces travaux, a ajouté le même responsable.
Selon la même source, les travaux de réhabilitation de trois polycliniques des deux communes de Jijel (2) et Djemaa Béni Habibi (1) ont été également terminés et le travail est en cours pour trouver des solutions techniques à l'extension de l'établissement hospitalier spécialisé en rééducation fonctionnelle de la commune de Texenna pour accueillir des malades venant des différentes wilayas dans de meilleures conditions.
Le secteur de la santé a connu à Jijel depuis début 2025 le recrutement de 241 diplômés des instituts nationaux de formation supérieure paramédicale en plus de 206 travailleurs de divers autres corps, selon M. Attout.

MÉDÉA

Renforcement de l'alimentation en eau potable dans les communes de Berrouaghia

L'alimentation en eau potable des communes de la daïra de Berrouaghia, à l'est de Médéa, a récemment été renforcée grâce à la mise en service de nombreux projets, dont une nouvelle adduction d'eau potable, entrée en service mercredi dans la commune de Robeia, a-t-on informé, jeudi, auprès des services de la wilaya.

Selon la même source, un projet d'adduction d'eau potable pour le chef-lieu de la commune de Robeia (daira de Berrouaghia) est entré en service, mercredi, et permettra de sécuriser l'alimentation en eau des foyers du chef-lieu.
Le système d'adduction repose sur deux réservoirs d'eau d'une capacité de 200 m3 et de 300 m3 à la station de pompage du barrage "Er-rouhb", sur une distance de 7,5 km, à-on détaillé.
Ce projet s'ajoute à ceux lancés au cours des trois dernières années, à travers les trois communes de la daïra de Berrouaghia, (Ouled-Deid, Robeia et Berrouaghia), dans le cadre d'un plan spécial destiné à sécuriser l'alimentation en eau de ces communes. Ces projets ont été mis en service au cours du deuxième semestre de l'année 2025, ont indiqué ces mêmes services.
Il s'agit, at-on précisé, d'un réservoir d'eau potable d'une capacité de 10.000 m3 situé à Djebel Sabah, dans la commune de Berrouaghia, ainsi que d'un autre réservoir d'une capacité de 5000 m3, à El-Fernane, également dans la même commune.
En outre, une conduite a été mise en service pour le transfert des eaux du barrage de Koudiate Acerdoune (Bouira) vers les communes de la daira, à partir de la station de pompage d'Ouled Mellal (Berrouaghia).
Dix fourrages ont également été réalisés et mis en service dans le cadre de ce plan spécial, et onze villages répartis sur ces trois communes ont été raccordés à partir d'anciens fourrages ayant fait l'objet de travaux de réhabilitation, at-on ajouté.
Ces projets ont permis d'améliorer l'alimentation en eau potable des communes concernées en améliorant leurs capacités de stockage, at-on conclu.

BLIDA

Réception d'importants quotas de logements dans la daïra de Mouzaïa en 2026

Le parc immobilier de la daïra de Mouzaïa, à l'ouest de la wilaya de Blida, sera renforcé en 2026 par d'importants quotas de logements, dont une majeure partie dans la formule du logement promotionnel aidé (LPA), at-on pris connaissance, jeudi, de cette structure administrative.
Selon le chef de daïra, Abdelghani Bouadjoudj, plusieurs chantiers de logements sont en cours à Mouzaïa, la majorité pertinente du LPA. Leur réception progressive dès le début de l'année 2026 permettra de couvrir une grande partie de la demande de logement.
Le responsable d'une cité parmi ces projets, la de 200 logements LPA à Chiffa, dont le taux d'avancement prévoit les 90%, avec une livraison prévue au premier trimestre 2026.
D'autres programmes sont en cours dans la commune de Mouzaïa, notamment 150 logements LPA, ainsi qu'un projet de 100 unités dont les travaux démarreront dès l'achèvement des procédures administratives, selon la même source.
Concernant la formule du logement public locatif (LPL), qui enregistre le plus grand nombre de demandes, le projet de 120 logements affiche un taux d'avancement de près de 30%, avec une livraison attendue, elle aussi, durant l'année 2026, selon la même source.

BEJAIA

Plantation de 1.000 plants de cèdre de l'atlas à Chellata

Une opération de plantation de 1.000 plants de cèdre de l'atlas a été organisée vendredi dans la commune de Chellata, à l'ouest de la wilaya de Bejaia, dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la montagne coïncidant avec le 11 décembre de chaque année.
Organisée par Conservation des forêts, la plantation s'est déroulée dans la forêt domaniale d'Iloula, au lieudit "Ayris", sur les hauteurs de Chellata, avec la participation de plusieurs secteurs et du mouvement associatif local, dans l'objectif de "multiplier la superficie de cette espèce d'arbre et assurer sa préservation", soulignant les services forestiers.
La journée a été également marquée par l'organisation d'une randonnée suivie d'une vaste opération de nettoyage de la forêt d'Iloula.
Près de 45.000 plantes de différentes espèces d'arbres, à l'instar du chêne-liège, du cèdre de l'atlas, de pin d'Alep, de chêne vert, de cyprès et du caroubier ont été plantés durant la campagne de plantation 2024/2025 à Bejaia, selon la conservation des forêts.

M'SILA ET BOUSSAÂDA

Pose de la première pierre de 2.115 logements location-vente (AADL 3)

La première pierre de 2.115 logements location-vente, lancée dans le cadre du programme AADL 3, a été posée, jeudi, au cours d'une cérémonie présidée par le wali de M'sila, Nedjmeddine Tiar, accompagné du directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Riadh Guemdani.
Le projet comprend 1.200 + 415 unités (sur deux sites différents) dans la ville de M'sila et 500 unités dans la wilaya de Boussaâda, selon les explications fournies lors de cette cérémonie qui s'est déroulée au pôle urbain de M'sila en présence d'élus locaux et de cadres de l'AADL.
Intervenant à cette occasion, le directeur général de l'AADL a indiqué que les projets qui viennent d'être lancés " occupent une superficie importante qui permet la réalisation de tous les équipements publics nécessaires, à même de garantir de bonnes conditions de vie aux souscripteurs ", avant de souligner que les sites " stratégiques " choisis pour accueillir ces projets " contribueront à créer, localement, une dynamique économique et de développement ".
Le même responsable a souligné que la pose de la première pierre et le lancement du programme dans les wilayas de M'sila et de Boussaâda constituent un « véritable acquis pour les habitants de la région et une concrétisation des efforts de l'Etat visant à fournir un logement décent aux citoyens ».
M. Guemdani a également insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation tout en respectant les normes techniques et de qualité dans la mise en œuvre de ces projets, afin de garantir la sérénité et la quiétude des citoyens bénéficiaires de cette formule d'habitat qui suscitent un intérêt considérable dans la région.

La crise des civilisations

Le raisonnement que nous allons développer ici ne s'apparente pas au raisonnement dichotomique. Il ne séparera pas la compétition de la guerre, la guerre militaire de la guerre économique et de la guerre culturelle. La véritable victoire est culturelle, aussi dans un Occident qui a perdu la guerre économique, s'emballe-t-on sur ce front.

6e partie et fin

Par DERGUINI Arezki (*)

Il est comme un médium. Elle est une agriculture prédatrice si elle se contente de transformer un capital naturel, un capital technique et économique en capital financier. Elle peut accorder une sécurité alimentaire à court terme, mais qui dissipera le capital naturel qui ne peut-être délocaliser, pour être converti dans un capital financier délocalisable. Pour obtenir une sécurité alimentaire à long terme, une préservation du capital naturel et une accumulation localisée d'un savoir-faire seront nécessaires. Il faut prêter attention au rapport du capital financier au capital naturel, entre les deux l'accumulation de savoir-faire et la préservation du capital naturel font la différence. L'accumulation d'un capital financier ne peut pas être négligée, mais il faut prendre à ce qu'elle ne détruise pas les autres formes de capitaux. En détruisant le capital naturel, en méprisant le savoir-faire, elle coupe la branche sur laquelle elle repose. Les entreprises qui économisent le travail des ingénieurs « en ne machinant pas leurs machines » ruinent leur avenir. Elles doivent cependant avoir le revenu qui leur permette d'incorporer le travail qualifié. Il faut apprendre à rééquilibrer les rapports entre les différentes formes du capital : le capital financier doit d'abord se préoccuper du développement des autres formes de capital et non de sa seule accumulation. Il n'y a pas de réelle et durable accumulation du capital sous l'hégémonie d'un capital financier prédateur.

Il reste cependant qu'il y a des conditions générales qui favorisent l'accumulation du seul capital financier. Dans une économie où il est préférable d'importer plutôt que de produire, il n'y a pas de place pour l'accumulation du savoir-faire, pour la préservation du capital naturel. Notre économie est passée par deux phases : avec un dinar surévalué, on a encouragé l'importation des biens d'équipements et de consommation pour importer des usines et favoriser l'urbanisation. L'importation d'usines n'ayant pas permis avec le temps à la préférence pour la production de se substituer à la préférence pour l'importation, cette dernière perdura. L'enrichissement par l'importation a fini par s'imposer. Nous avons importé pour consommer, que cela soit des biens de consommation ou de production. Nous avons importé des biens de production pour substituer une consommation de biens produits localement à des biens importés. Nous avons fait comme si le marché national était un marché à part. Nous étions riches de l'argent du pétrole, nous n'envisagions pas d'être riches de notre savoir-faire, d'acheter avec l'argent du pétrole du savoir-faire mondial. Nous ne pouvons pas agir, consommer et produire, sans le monde, nous ne pouvons agir que dans le monde. L'indépendance se mesure dans cette capacité d'agir dans un monde qui nous prédétermine largement. Elle réside dans la marge de manœuvre qu'il nous concède et dont nous disposons dans le cours des choses. Elle réside dans notre autonomie dans l'interdépendance mondiale. Une monnaie surévaluée favorise les importations (les USA émetteurs de la monnaie de réserve), une monnaie dévaluée favorise les exportations (ce que l'on a longtemps reproché à la Chine).

La guerre économique redouble de férocité. La Chine adopte le solutionnisme technologique pour supplanter ses concurrents et diviser les riches sociétés. Une politique que dicte la compétition mondiale. Il faut rappeler que l'on ne peut infléchir le cours des choses sans le dominer. Il faut distinguer en Chine la politique de la « doctrine ». La politique suit le cours de la compétition, elle colle aux compétiteurs, la doctrine qui est celle de la civilisation écologique attend son heure pour se réaliser. Dans un monde dominé par une pensée dichotomique, opposant nature et société, une telle doctrine vise un objectif contraire : remettre la société dans la nature. Aussi développe-t-elle en son sein les conditions qui lui permettront de ne pas se soumettre au solutionnisme technologique que lui impose la compétition internationale et de résister à l'effondrement de l'économie capitaliste auquel conduit la compétition forcenée actuelle. La civilisation chinoise ne connait qu'une seule loi, le changement, mais elle est fondamentalement agraire[6]. L'adoption des robots domestiques pour pallier au vieillissement de la population en milieu urbain, ne séparera pas le milieu urbain du milieu rural, ne fera pas disparaître la piété filiale sur laquelle repose toute la construction sociale et culturelle de la Chine. Ni sa pensée non dichotomique. Les Occidentaux continuent de penser la Chine au travers de leur dichotomie, ils ne peuvent la comprendre. En vérité, ils ne veulent pas la comprendre comme elle est, mais comme ils la veulent. Si elle ne se soumet pas, ils voudront lui déclarer la guerre. Elle a donné l'air de se soumettre au marché mondial, mais elle ne se soumet plus.

La guerre cognitive

Nous avons parlé d'intrication des guerres militaires, économiques et culturelles, idéologiques ou cognitives. La guerre culturelle est dite aujourd'hui guerre cognitive étant donné les moyens dont elle dispose. Dans la guerre économique s'implique une guerre cognitive qui est souvent décrite comme « la lutte pour les cœurs et les esprits » parce que c'est l'esprit humain qui devient le champ de bataille. L'intrication de la guerre économique et de la guerre cognitive a pour champ de bataille saillant : l'esprit du consommateur. La guerre idéologique ou culturelle s'affine aujourd'hui en guerre cognitive. Bref, la guerre se resserre autour de l'individu : cognitive, économique et militaire. « Les plateformes de médias sociaux sont apparues comme des champs de bataille cruciaux dans ce contexte, car elles peuvent influencer et manipuler les perceptions, les opinions et les comportements du public. L'importance croissante des médias sociaux dans la guerre contemporaine a conduit à son utilisation généralisée en tant que multiplicateur de force, améliorant considérablement son rôle dans les conflits modernes. La réalisation d'un examen complet du paysage de l'information en ligne est cruciale pour les gouvernements et les institutions, car elle leur permet d'améliorer leur compréhension du sentiment du public, d'identifier les segments d'audience sensibles réceptifs à des messages spécifiques et de détecter les efforts de désinformation, les récits hostiles et les premières indications de menaces hybrides potentielles. … La transformation que l'IA apporte dans la guerre cognitive est significative et de grande portée. Divers logiciels d'analyse de sentiment tels que Google Cloud Natural Language API, Microsoft Azure Text Analytics API ou Lexalytics Salience sont actuellement disponibles sur le marché et personnalisés pour l'étude de marché, la gestion de la marque et l'analyse de produits / services. »[7]

La guerre culturelle accompagne désormais la compétition économique depuis que l'occidentalisation du monde, sa supériorité économique objective, est en question. On a l'habitude de la caractériser en Occident comme une guerre de la démocratie contre les dictatures. On la décrit aussi de manière plus nuancée comme étant une guerre entre deux modèles. Mais là encore, on se rabat vite sur l'opposition régimes autoritaires et régimes démocratiques. En vérité elle oppose deux modèles de pensée : l'un occidental que l'on dira dichotomique qui oppose nature et société, civil et militaire, société et État, privé et public, travail et capital, travail et savoir, l'autre que l'on dira non dichotomique où les différents termes sont l'un dans l'autre, se substituent et se complètent de temps à autre. L'on peut constater déjà un brouillage dans la pensée dichotomique : on a du mal à opposer dictature et démocratie (démocratie illibérale), civil et militaire (complexe militaro-industriel), privé et public (entreprises globales : Trump, Musk,) et une progression de la pensée non dichotomique que les médias occidentaux encore forts de leurs infrastructures se refusent d'expliciter.

Notes

[6] Fei Xiaotong (1947). From the soil, the foundations of Chinese society. First Edition, A translation of Fei Xiaotong's Xiangtu Zhongguo. University of California Press. 1992.

[7] Using Artificial Intelligence Tools For Obtaining Cognitive Warfare Advantages. Written by Annamaria Sârbu, Gavrilas Anca on October 23, 2023. https://tdhj.org/blog/post/artificial-intelligence-cognitive-warfare-twitter

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

TUNISIE

Le groupe automobile américain Visteon inaugure un centre technique à Tunis

Le groupe automobile américain Visteon a inauguré aujourd'hui son nouveau centre technique à Tunis, en présence de l'ambassadeur Bazzi et du directeur général du groupe, Sachin Lawande. Cette implantation stratégique marque une nouvelle étape dans le développement de Visteon en Tunisie et confirme l'attractivité du pays pour les activités à forte valeur ajoutée.

Ce nouveau hub technologique est dédié au développement des technologies de nouvelle génération pour les cockpits automobiles, un segment clé de l'industrie automobile mondiale. À travers ce centre, Visteon ambitionne de renforcer sa position de leader en innovant dans les systèmes embarqués, l'interface homme-machine et les solutions numériques destinées aux véhicules du futur.

Le projet prévoit la création de 200 emplois d'ingénierie à haute valeur ajoutée, contribuant ainsi au renforcement des compétences locales et à l'intégration de talents tunisiens dans des projets technologiques de dimension internationale. Cette dynamique s'inscrit dans une stratégie globale visant à soutenir la croissance du groupe tout en s'appuyant sur des écosystèmes technologiques performants.

Au-delà de l'impact industriel, Visteon souligne que cette expansion contribue à la fois à la prospérité économique américaine et au développement de l'économie tunisienne, à travers la création d'emplois qualifiés, le transfert de compétences et le renforcement des liens économiques entre les deux pays.

Avec l'ouverture de ce centre technique à Tunis, Visteon confirme son engagement à long terme en Tunisie et son rôle moteur dans l'évolution de l'industrie automobile vers des solutions toujours plus innovantes et connectées.

DUBAÏ, RIYAD ET ABOU DHABI

Parmi les villes les plus riches du Moyen-Orient

Riyad, Abou Dhabi et Dubaï font partie des cinq villes les plus riches du Moyen-Orient, et les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite enregistraient également une richesse privée combinée de 1,4 billions de dollars américains en 2020, selon la société de recherche New World Wealth.

L'organisme de recherche basé en Afrique du Sud et couvrant 90 pays, a déclaré que la richesse totale détenue par les particuliers au Moyen-Orient s'élevait à environ 4,3 billions de dollars américains. «Il y a 970 centi-millionnaires vivant au Moyen-Orient, chacun avec un actif net de 100 millions de dollars ou plus, tandis que 75 milliardaires vivent dans la région».

Marquant un changement majeur, les EAU ont désormais la richesse par habitant la plus élevée de la région, soit 89 000 dollars EU, devant le Qatar, Israël et la Turquie, selon le rapport.

Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite ont également enregistré une croissance de la richesse privée. Au cours des 10 dernières années, la richesse privée au Qatar, en Turquie et en Iran a diminué respectivement de -18%, -40% et -32%, tandis qu'aux EAU, la croissance de la richesse privée se montait à 24% et en Arabie saoudite à 3%, selon le rapport.

En décembre 2020, Dubaï abritait 54.540 particuliers fortunés (HNWI ou High Net Worth Individuals), tandis qu'Abou Dhabi et Riyad en comptaient respectivement 19.273 et 14.283 HNWI.

Avec la richesse vient la croissance de l'industrie du luxe. Le New World Wealth a déclaré que le secteur du luxe au Moyen-Orient génère des revenus d'environ 18,0 milliards de dollars par an. "Ce chiffre comprend: les voitures de luxe, les vêtements et accessoires de luxe, les montres de luxe, les jets privés, les yachts et les hôtels de luxe."

Bien que 30e ville la plus riche du monde, Dubaï est le principal hub de luxe du Moyen-Orient. Le secteur du luxe de Dubaï génère un chiffre d'affaires d'environ 7,0 milliards de dollars par an. La plupart de ces produits sont générés par les voitures de luxe et les hôtels de luxe. Le secteur de la mode de luxe à Dubaï est également très important, la plupart des plus grandes marques mondiales de vêtements de luxe ayant des magasins dans le Dubaï Mall et le Mall of the Emirates.

Environ 440 milliards de dollars américains de patrimoine HNWI du Moyen-Orient sont liés à des sociétés de gestion de patrimoine. Les EAU sont le plus grand centre de gestion de patrimoine de la région avec des actifs sous gestion (ASG) de 110 milliards de dollars américains, suivis par Israël avec des actifs sous gestion d'environ 95 milliards de dollars américains.

Les grands gérants de fortune suisses tels que Credit Suisse, UBS, Julius Baer et Pictet sont tous fortement présents au Moyen-Orient, tout comme les gérants de fortune basés au Royaume-Uni tels que HSBC, Standard Chartered et Barclays. Citigroup (basé aux États-Unis) et BNP (basé en France) sont également des acteurs majeurs de la région.

Les EAU sont également une destination de choix pour les riches immigrés. Au cours des 20 dernières années, les Émirats arabes unis ont été l'un des plus grands destinataires au monde de migrants HNWI. «Nous estimons que plus de 35 000 HNWI ont déménagé aux Emirats Arabes Unis au cours de cette période (2000 à 2020). Beaucoup de ces personnes viennent d'Inde, du Moyen-Orient et d'Afrique», ont déclaré les analystes de New World Wealth.

ÉGYPTE

Accord de performance pour la centrale de 34 MW de Nouadhibou

En attendant d'exploiter davantage le potentiel renouvelable dont dispose la région pour améliorer l'accès à l'électricité, les autorités mauritaniennes poursuivent le renforcement des capacités thermiques existantes afin d'assurer la continuité du service dans une zone stratégique. La compagnie nationale d'électricité de la Mauritanie, la SOMELEC, a signé un accord de performance garantie de 3 ans avec Wärtsilä, entreprise finlandaise spécialisée dans les technologies énergétiques, pour la centrale électrique de 34 MW de Nouadhibou, selon une annonce faite vendredi 27 novembre.

Le contrat élargit la portée de l'accord précédent entre les deux partenaires, qui portait uniquement sur une assistance technique, pour inclure désormais la garantie de performance de l'actif. L'opération a été enregistrée par Wärtsilä au troisième trimestre 2025. La centrale de Nouadhibou est équipée de deux moteurs Wärtsilä 32 et de deux moteurs Wärtsilä 46. Elle assure une part essentielle de l'approvisionnement en électricité de la capitale économique et contribue à la stabilité du réseau national.

Dans le cadre du nouvel accord, Wärtsilä fournira un appui opérationnel avec trois conseillers techniques et un magasinier sur site, ainsi qu'un suivi à distance depuis son Expertise Centre. L'entreprise réalisera aussi la maintenance non planifiée, les révisions majeures toutes les 12 000 heures, et l'approvisionnement en pièces de rechange pour les moteurs, auxiliaires et composants de sécurité.

« Garantir un approvisionnement électrique fiable est essentiel pour la croissance de la Mauritanie. En élargissant notre partenariat avec Wärtsilä dans notre centrale électrique de Nouadhibou, nous renforçons la stabilité du réseau national et assurons à la fois l'excellence opérationnelle à long terme et les performances futures de la centrale », explique Khroumbali Lehbib, directeur général de la SOMELEC. Le taux d'accès à l'électricité en Mauritanie s'établit à environ 55 %, un peu au-dessus de la moyenne en Afrique subsaharienne. Toutefois, Nouadhibou comme Nouakchott, les deux principales villes du pays, font face à des coupures récurrentes qui affectent les ménages et les activités économiques. Les autorités ont annoncé plusieurs mesures destinées à renforcer la continuité du service électrique et à améliorer la performance des infrastructures existantes. La signature de cet accord s'inscrit dans ce contexte immédiat, avec un objectif de sécurisation et d'optimisation de la production en place.

ÉGYPTE

Le Caire lance un appel d'offres pour la concession de l'aéroport d'Hurghada

En misant sur un partenariat avec le secteur privé, l'Égypte engage une réforme majeure dans la gestion de ses infrastructures aéroportuaires. L'appel d'offres lancé pour la concession de l'aéroport d'Hurghada marque le début d'un vaste programme destiné à soutenir la montée en puissance de l'industrie touristique.

Le ministère égyptien de l'Aviation civile a ouvert, le mercredi 10 décembre 2025, l'appel d'offres pour la concession de l'aéroport international d'Hurghada à des opérateurs privés. Ceci marque une première étape d'un programme stratégique de l'État égyptien visant à maximiser l'expertise privée et à capter des investissements pour renforcer les infrastructures et améliorer les services dans les aéroports.

Le plan, qui vise initialement 11 aéroports, avait fait l'objet d'un accord en mars 2024 avec la Société financière internationale (SFI) pour la structuration de partenariats public-privé. À terme, le programme a pour finalité d'aider à concrétiser une ambition de l'Égypte qui table sur 30 millions de touristes d'ici 2030, contre 15,7 millions de touristes en 2024. Cela devrait aussi permettre de porter le trafic de l'ensemble des aéroports égyptiens à plus de 110 millions de passagers d'ici 2030, contre 66 millions en 2023.

Le complexe d'Hurghada constitue le deuxième aéroport de l'Égypte en termes de trafic et l'un des aéroports égyptiens les plus importants pour l'accueil du trafic touristique international. Au regard des chiffres officiels, les aéroports égyptiens ont accueilli plus de 50 millions de passagers en 2024 à travers près de 400 000 vols. L'aéroport international d'Hurghada, quant à lui, a enregistré environ 10,5 millions de passagers au cours de l'exercice 2024-2025, avec un taux de croissance de 22 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Selon un rapport de l'IATA (Association du transport aérien international), le tourisme, soutenu par l'aviation civile, contribue à 15 milliards USD au PIB égyptien et emploie 1,2 million de personnes. La chaîne logistique globale du transport aérien contribue, quant à elle, à 21,1 milliards USD, pour un total de 1,4 million d'emplois. Il faut indiquer par ailleurs qu'en plus des projets aéroportuaires, l'Égypte mise sur d'autres initiatives pour atteindre l'objectif défini pour le secteur du tourisme. Au nombre de ces initiatives figure, entre autres, le développement des sites et attraits touristiques, comme l'illustre l'inauguration, le 1er novembre dernier, du Grand Musée égyptien.

DANS L'ESPACE CEDEAO

Les prix des billets d'avion devraient baisser de 40% en 2026

Dès janvier 2026, la CEDEAO supprimera les taxes non aéronautiques et réduira de 25 % les redevances passagers et de sécurité. Objectif : baisser le prix des billets, stimuler le trafic et aligner la région sur les standards internationaux, au prix d'un pari budgétaire et de défis pour aéroports et États.

La Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a annoncé, dans une communication datée du 9 décembre 2025, l'entrée en vigueur au 1er janvier 2026 d'une réforme majeure de la fiscalité du transport aérien dans l'espace communautaire.
Tous les États membres supprimeront les taxes non directement liées au transport aérien et appliqueront une réduction de 25 % sur les redevances passagers et de sécurité.Selon les experts parlementaires de la CEDEAO, l'application stricte de l'Acte pourrait entraîner une baisse des prix des billets d'environ 40 % et stimuler la demande de 20 à 30 %.
Cette décision traduit l'engagement pris par les chefs d'État de la sous-région lors de leur sommet de décembre 2024, dans un contexte de critiques récurrentes sur le coût prohibitif des voyages aériens en Afrique de l'Ouest. Selon plusieurs études conjointes de la CEDEAO, de l'Union africaine, de l'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA) et de l'Association internationale du transport aérien (IATA), la sous-région figure parmi les plus chères au monde pour les déplacements aériens, en grande partie en raison d'une pression fiscale excessive.

Une réponse attendue à la surcharge fiscale

La réforme s'attaque à un déséquilibre bien identifié : dans certains pays ouest-africains, les taxes et redevances représentent jusqu'à 50 % du prix final d'un billet d'avion.
L'application de l'Acte communautaire entraînera la suppression de prélèvements tels que la taxe de solidarité ou certaines redevances touristiques, ainsi qu'une baisse uniforme des redevances passagers et de sécurité.
Les écarts de coûts observés au sein même de la sous-région illustrent cette surcharge. À l'aéroport de Cotonou, les taxes sur un vol régional peuvent atteindre près de 93 000 FCFA, contre des montants compris entre 30 000 et 52 500 FCFA à Abidjan. Résultat : un billet intra-ouest-africain coûte souvent deux fois plus cher qu'un trajet de distance comparable dans d'autres régions du continent.
Pour la CEDEAO, ces niveaux de prix freinent la mobilité, limitent les échanges commerciaux, pénalisent le tourisme et affaiblissent la mise en œuvre du programme de libre circulation des personnes et des biens. Alors que l'Afrique du Nord concentre près de 40 % du trafic aérien africain, l'Afrique de l'Ouest n'en capte qu'une fraction, avec une seule liaison — Accra-Lagos — figurant parmi les dix routes intra-africaines les plus fréquentées.

CÔTE D'IVOIRE

La SFI prévoit un financement de 88 millions $ pour l'extension d'une usine de cacao

Ce financement sollicité par le groupe malaisien Guan Chong Berhad (GCB) vise également à consolider la position de la Côte d'Ivoire sur le marché mondial en promouvant des pratiques responsables sur les plans environnemental et social.
La Société financière internationale (SFI) prépare un investissement pouvant atteindre 75,25 millions d'euros (88,34 millions de dollars) en faveur du groupe malaisien Guan Chong Berhad (GCB), l'un des plus grands transformateurs de cacao au monde, via ses filiales Guan Chong Cocoa Côte d'Ivoire et GCB Cocoa Singapore. Il vise à financer la deuxième phase d'extension de l'usine de transformation de cacao de San Pedro, opérationnelle depuis 2023.
L'opération, dont l'annonce a été faite le mercredi 10 décembre 2025, sera soumise à l'approbation finale de la filiale de la Banque mondiale. Elle est composée d'un prêt senior sécurisé de 45 millions d'euros provenant des fonds propres de la SFI, complété par une participation au risque non financée de 30,25 millions d'euros, dans le cadre d'un programme de financement du commerce structuré pouvant atteindre 60,5 millions d'euros, organisé avec une banque partenaire.
L'usine joue un rôle central dans le traitement du cacao destiné à l'exportation et dans la promotion d'une filière durable. Son extension devrait améliorer l'accès des producteurs locaux aux marchés internationaux, renforcer la production de fèves de cacao durable et accroître la transformation locale, générant ainsi davantage de valeur ajoutée nationale et de nouveaux emplois.
L'initiative vise également à consolider la position de la Côte d'Ivoire sur le marché mondial en promouvant des pratiques responsables sur les plans environnemental et social. Les acteurs de la filière devront respecter les sept exigences du Règlement sur la déforestation de l'Union européenne, portant sur le respect des droits d'utilisation des terres, la protection de l'environnement, les droits des tiers et du travail, les droits de l'homme, le consentement libre des peuples autochtones, ainsi que les réglementations en matière de fiscalité, de lutte contre la corruption et de commerce.
La Côte d'Ivoire fournit 40 % de l'offre mondiale de cacao, avec une production atteignant 1,67 million de tonnes en 2023/2024, et de près de 1,85 million de tonnes en 2024/2025, selon les données compilées par l'Organisation internationale du cacao (ICCO).

CAFÉ

La Tanzanie mise sur l'irrigation pour stimuler sa production

En Tanzanie, le café fait partie des principaux produits agricoles d'exportation aux côtés de l'anacarde, du tabac, du coton ou du sésame. Le pays qui s'impose comme le troisième producteur africain de la fève après l'Éthiopie et l'Ouganda, renforce ses capacités de production dans la filière.
En Tanzanie, le Conseil du café (TCB) intensifie ses actions pour améliorer la durabilité et la productivité de la filière en développant l'irrigation dans les principales zones de production. C'est ce qui ressort d'un point de presse de l'organisation rapporté le 12 décembre par le quotidien local Daily News.
S'exprimant sur le sujet, Mikidadi Evod, porte-parole du TCB, indique que le régulateur a déjà facilité le forage de 13 puits destinés à l'irrigation des plantations dans les régions productrices de Mbeya et Mbozi. « Douze sont déjà opérationnels, tandis qu'un dernier est en phase finale de construction et sera bientôt fonctionnel […] l'objectif est de permettre une culture du café tout au long de l'année », explique le responsable.
Cette annonce est à inscrire dans un contexte où la filière tanzanienne souhaite renforcer son poids sur le marché international de la fève.
Déjà en avril dernier, le gouvernement a annoncé son intention de porter la production locale de café à 300 000 tonnes d'ici à 2030, soit un niveau presque quatre fois plus élevé que la récolte de 81 000 tonnes obtenue au terme de la campagne 2024/2025.
C'est dans cette optique que le TCB et l'Autorité de régulation des céréales et autres produits (COPRA) ont signé, le 25 avril 2025, des protocoles d'accord avec un partenaire américain pour élaborer et mettre en œuvre les stratégies nationales visant à accroître la production de café et de cacao.
Un peu plus tôt, en février 2025, la Tanzanie s'engageait lors du 3ème Sommet du G25 africain du café tenu à Dar es-Salaam, avec les autres pays producteurs africains, à porter la part du continent à 20 % de la production mondiale d'ici 2030, contre seulement 11 % actuellement.
Alors que le pays exporte près de 95 % de sa production annuelle, une augmentation des récoltes devrait améliorer les performances à l'exportation. Selon les données compilées sur la plateforme Trade Map, la Tanzanie a engrangé 303,9 millions $ de recettes d'exportation de café en 2024.

NIGERIA

Le grec Frigoglass cède ses activités d'emballage pour 117 millions $

En Afrique, l'industrie agroalimentaire est en plein essor, tirée par la croissance de la population et l'urbanisation. Cette dynamique offre des opportunités d'investissement dans différents secteurs d'activité connexes pour les opérateurs souhaitant renforcer leur présence sur le continent.
Frigoglass, le fabricant grec d'équipements de réfrigération commerciale, a annoncé le 8 décembre dernier avoir entamé le processus de vente de l'ensemble de ses activités d'emballage au Nigeria à Helios Investment Partners, un fonds d'investissement panafricain, pour près de 100 millions d'euros (116,9 millions $).
Dans un communiqué publié sur son site, le groupe indique que cette transaction, qui reste encore soumise à l'approbation des autorités réglementaires, est prévue pour être finalisée au cours du premier trimestre 2026.
Concrètement l'opération porte sur la cession de l'intégralité de la participation de Frigoglass dans Frigoinvest Nigeria Holdings B.V., la société mère des activités d'emballage du groupe dans le pays d'Afrique de l'Ouest. Celle-ci détient notamment les entreprises Beta Glass Plc et Frigoglass Industries Nigeria Limited, toutes deux basées dans l'État d'Ogun et actives dans la production de bouteilles, la fabrication de caisses plastiques et la production de capsules métalliques pour les secteurs des boissons, l'agroalimentaire et la pharmacie.

INTERNET

Starlink lance ses services commerciaux à Sao Tomé et Principe

La société du milliardaire Elon Musk poursuit son expansion en Afrique où elle est entrée par le Nigeria en janvier 2023. Elle est déjà présente dans une vingtaine d'autres pays comme le Bénin, le Rwanda, le Kenya, la RDC et le Ghana.
Le fournisseur de services Internet par satellite américain Starlink a annoncé, jeudi 11 décembre, que ses services sont désormais disponibles à Sao Tomé-et-Principe.
Pour accéder à l'offre, les Santoméens devront débourser entre 1300 dobras (61,7 $) et 1700 dobras par mois. À cela s'ajoute le matériel, dont le coût unique varie entre 4400 et 5500 dobras.
Starlink fait son entrée sur un marché dominé par les opérateurs télécoms. Selon le dernier observatoire du marché publié par l'Autorité générale de la régulation (AGER), le pays comptait 5 775 abonnés au haut débit fixe à fin décembre 2023, pour un taux de pénétration de 2,6 %. La société publique CST détenait une part de marché de 61 %, contre 39 % pour Unitel. Sur le segment de l'Internet mobile, CST contrôlait 60 % des 96 901 abonnés recensés, contre 40 % pour Unitel.

PRINCIPAUX INDICES BOURSIERS

Les actions chutent en raison des inquiétudes liées à l'exubérance de l'IA

Les principaux indices boursiers ont baissé vendredi, les actions liées à la technologie chutant à nouveau, les investisseurs se méfiant des paris sur l'intelligence artificielle, tandis que le dollar a légèrement augmenté et que les rendements du Trésor américain ont bondi.

Les rendements ont augmenté alors que les investisseurs ont pris en compte les commentaires des responsables de la Réserve fédérale qui, ayant voté contre la réduction des taux d'intérêt de la banque centrale américaine cette semaine, ont déclaré vendredi craindre que l'inflation reste trop élevée pour justifier une baisse des coûts d'emprunt. La hausse des rendements a également pesé sur les actions. Le secteur technologique .SPLRCT a chuté de 2,9 %, soit la plus forte baisse des principaux secteurs de l'indice S&P 500, en raison des craintes liées à la technologie. La société d'informatique en nuage Oracle ORCL.N a annoncé en début de semaine des dépenses massives et des prévisions peu encourageantes. Un avertissement sur les marges du fabricant de puces Broadcom AVGO.O en fin de journée jeudi a renforcé les inquiétudes. Les actions de Broadcom ont terminé en baisse de 11,4 %. Oracle a chuté de 4,5 %, en plus du plongeon de près de 11 % de jeudi, tandis que Nvidia NVDA.O , leader dans le domaine de l'intelligence artificielle, a baissé de 3,3 %. Bruce Zaro, directeur général de Granite Wealth Management à Plymouth, Massachusetts, a déclaré que « la déception et l'incertitude continues sur le commerce de l'IA et de la technologie » ont exercé une pression sur le marché. « J'aurais pensé que cette agitation aurait déjà pris fin », a-t-il déclaré, ajoutant: « Nous sommes dans une très, très bonne période saisonnière. La période allant de la mi-décembre aux derniers jours de bourse de l'année est traditionnellement celle du rallye du Père Noël. » Les investisseurs étaient optimistes quant à de nouvelles réductions des taux d'intérêt américains en 2026 après que la Fed a réduit ses taux d'intérêt de 25 points de base mercredi, par une décision de 9-3, même si les décideurs politiques ont signalé qu'ils mettraient en pause de nouvelles réductions pour l'instant. Les responsables politiques ont exprimé leurs inquiétudes quant au ralentissement du marché du travail et à l'inflation qui reste trop élevée.

Les données sur les demandes d'allocations chômage aux États-Unis ont montré jeudi que le nombre d'Américains déposant de nouvelles demandes d'allocations chômage a augmenté de manière record en près de 4 ans et demi la semaine dernière. La Banque d'Angleterre devrait réduire ses taux jeudi prochain. La Banque centrale européenne devrait les maintenir, bien que les traders spéculent désormais qu'elle pourrait relever ses taux en 2026. La Banque du Japon devrait relever ses taux après les signaux forts envoyés par le gouverneur Kazuo Ueda. Le Dow Jones Industrial Average .DJI a perdu 245,96 points, soit 0,51%, à 48 458,05, le S&P 500 .SPX a perdu 73,59 points, soit 1,07%, à 6 827,41 et le Nasdaq Composite .IXIC a perdu 398,69 points, soit 1,69%, à 23 195,17. L'indice MSCI des valeurs mondiales .MIWD00000PUS a perdu 6,39 points, soit 0,63%, à 1 008,88.

L'indice paneuropéen STOXX 600 .STOXX a terminé en baisse de 0,53%. Les rendements des obligations du Trésor américain à 10 ans ont augmenté après deux sessions consécutives de baisse. Le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans US10YT=TWEB a augmenté de 5,1 points de base à 4,192% et a gagné plus de 5 points de base sur la semaine, s'apprêtant à connaître une deuxième hausse hebdomadaire consécutive.

Plus tôt, les rendements des obligations d'État allemandes ont augmenté après avoir atteint leur plus haut niveau depuis mars en début de semaine, soulignant la façon dont les investisseurs ont commencé à évaluer les hausses de taux de la zone euro. Cette divergence intervient alors que les traders s'attendent toujours à une baisse des taux américains à long terme, malgré la hausse des rendements de vendredi. Le rendement allemand à 30 ans DE30YT=RR , plus sensible aux préoccupations budgétaires à long terme, a atteint son plus haut niveau depuis 14 ans à 3,498%, en hausse de 3,5 points de base.

Le dollar progresse, la livre recule légèrement sur les données britanniques

Le dollar américain a progressé par rapport aux principales devises, également après avoir chuté au cours des dernières séances, mais il était toujours prêt à subir sa troisième baisse hebdomadaire consécutive dans la perspective d'une réduction des taux d'intérêt par la Fed l'année prochaine. La livre sterling s'est affaiblie après que des données aient montré que l'économie britannique s'est contractée de manière inattendue au cours des trois mois d'octobre. La livre GBP= a légèrement baissé de 0,2% contre le dollar à 1,3375 $, mais n'est pas loin d'un pic de sept semaines atteint jeudi. Face au yen, le dollar a augmenté de 0,2% à 155,93 yens JPY= avant la réunion de la BoJ de la semaine prochaine, où l'on s'attend généralement à une hausse des taux. Reuters a rapporté que la BoJ maintiendrait probablement son engagement de continuer à augmenter les taux d'intérêt la semaine prochaine, tout en soulignant que le rythme des hausses supplémentaires dépendrait de la façon dont l'économie réagit à chaque augmentation. L'euro EUR= est resté stable à 1,1735 dollar après avoir atteint jeudi un plus haut de plus de deux mois, tandis que l'indice du dollar =USD , qui mesure la monnaie américaine par rapport à six autres, a progressé de 0,1% à 98,44.

Le cuivre plonge depuis son niveau record

Le cuivre a plongé de plus de 3%, après avoir atteint un niveau record plus tôt dans la session, alors que les craintes renouvelées de l'éclatement de la bulle de l'IA ont déclenché un vaste mouvement de repli des actifs plus risqués.

Le cuivre de référence à trois mois CMCU3 sur le London Metal Exchange a chuté de 3,5 % à 11 451,50 $ et se négociait en baisse de 2,8 % à 11 537,50 $ à 17h00 GMT. Les prix du pétrole ont clôturé en baisse et ont affiché une baisse hebdomadaire de 4%, la surabondance de l'offre et l'accord de paix possible entre la Russie et l'Ukraine l'emportant sur les craintes concernant l'impact de la saisie par les États-Unis d'un pétrolier près du Venezuela. Le brut américain CLc1 a perdu 16 cents pour s'établir à 57,44 dollars le baril et le Brent LCOc1 a perdu 16 cents pour s'établir à 61,12 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 11 Décembre 2025
Valeur : 15 Décembre 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.7690	129.7840
1	EUR	EURO	151.7778	151.8083
1	GBP	POUND STERLING	173.5344	173.6009
100	JPY	JAPANESE YEN	83.2173	83.2322
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3801	18.3840
1	CHF	SWISS FRANC	162.1910	162.2706
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.8790	93.9171
1	DKK	DANISH KRONE	20.3218	20.3248
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.9879	13.9926
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8306	12.8493
1	AED	UAE DIRHAM	35.3305	35.3385
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5774	34.5851
1	KWD	KUWAITI DINAR	422.8381	423.0248
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.9015	44.3428
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0399	14.0415
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.7846	23.9066
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2614	3.2716
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.7781	176.7781

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street clôture dans le rouge, s'inquiète de la tech

La Bourse de New York a terminé en franche baisse vendredi, plombée par le retour des craintes autour de la rentabilité de certains grands noms de l'intelligence artificielle (IA).

Le Nasdaq, à forte coloration technologique, a lâché 1,69%. Le Dow Jones a perdu 0,51% et l'indice élargi S&P 500 a reculé de 1,07% après avoir tous les deux atteint de nouveaux records en clôture la veille.

"Le secteur de l'IA suscite tellement d'enthousiasme que le moindre signe d'inquiétude risque de créer de la volatilité" sur le marché, commente auprès de l'AFP Tim Urbanowicz, de Innovator Capital Management.

Vendredi, c'est le spécialiste des puces électroniques Broadcom qui a miné Wall Street, malgré des résultats meilleurs qu'escompté au quatrième trimestre de son exercice décalé. Les propos du patron du groupe, Hock Tan, assurant que la société dispose d'un carnet de commandes estimé à 73 milliards de dollars pour ses produits dédiés à l'IA ont crispé les investisseurs, qui s'attendaient à mieux.

Le titre a glissé de 11,43% à 359,93 dollars, soit une perte d'environ 200 milliards de dollars de capitalisation boursière.

La veille, le géant de l'informatique à distance (cloud) Oracle (-4,58% à 189,74 dollars vendredi en clôture) avait été fortement sanctionné après des résultats jugés décevants. Le groupe s'est massivement endetté pour être un des leaders de l'infrastructure pour l'IA.

"Les rapports financiers de nombreuses entreprises liées à l'IA sont devenus des événements majeurs pour le marché", résume Tim Urbanowicz.

"Il y a une crainte que les dépenses du secteur ne soient finalement pas rentables", explique-t-il.

Côté macroéconomique, après la baisse des taux de la Réserve fédérale (Fed) cette semaine, la place américaine attend désormais de recevoir de nouvelles données afin d'affiner ses attentes sur la politique monétaire future.

De nouveaux chiffres sur l'inflation et sur l'emploi - dont le taux de chômage pour le mois de novembre - seront publiés la semaine prochaine. Ces rapports seront particulièrement scrutés alors que la longue paralysie budgétaire ("shutdown") aux Etats-Unis, du 1er octobre au 12 novembre, a décalé - voire annulé - la publication de nombreux indicateurs.

"Il y aura probablement une certaine volatilité si les (données) prennent une tournure complétement inattendue", estime M. Urbanowicz.

Sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt américain à dix ans, évoluait autour de 4,19% vers 21H15 GMT, contre 4,16% à la clôture jeudi.

Au tableau des valeurs, le secteur des semi-conducteurs pâtissait franchement de la chute de Broadcom, à l'instar de Nvidia (-3,27%), Micron (-6,70%), Intel (-4,30%) et AMD (-4,81%).

Les entreprises spécialisées dans le cannabis ont été portées par un article du Washington Post assurant que le gouvernement américain pourrait assouplir les restrictions visant le développement et le commerce de cette substance.

Tilray Brands a été catapultée (+44,13%), de même que Canopy Growth (+53,98%).

L'équipementier sportif Lululemon Athletica (+9,60% à 204,97 dollars), en difficulté depuis quelques mois, a profité de performances trimestrielles supérieures aux attentes et de l'annonce du départ de son patron.

Le distributeur de demi-gros Costco (-0,00% à 884,47 dollars) a terminé à l'équilibre après la publication de ses performances financières, au-dessus des attentes.

CHINE

Les autorités mettent sur la demande intérieure pour doper la croissance

Les plus hauts dirigeants chinois se sont engagés, lors d'une importante réunion économique à Pékin, à stimuler la consommation, à stabiliser le marché immobilier et à créer davantage d'emplois en vue de relancer la croissance, ont rapporté jeudi les médias locaux.

De hauts responsables, dont le président Xi Jinping et le Premier ministre Li Qiang, présents mercredi et jeudi à la Conférence centrale sur le travail économique (CEWC), ont promis de "continuer à développer la demande intérieure" au cours de l'année à venir, a indiqué la chaîne de télévision publique CCTV.
Au cours de cette réunion, il a été établi que l'une des priorités du pays serait de "faire de la demande intérieure le principal moteur de l'économie et de construire un marché intérieur robuste", a ajouté CCTV.
L'accent sera également mis sur "la stabilisation du marché immobilier, la mise en oeuvre de politiques spécifiques à chaque ville pour contrôler l'offre de logements neufs, réduire les stocks et optimiser l'offre".
Les économistes appellent depuis longtemps Pékin à privilégier un modèle de croissance fondé davantage sur la consommation intérieure que sur les moteurs traditionnels des décennies passées, tels que les exportations et le secteur manufacturier.
Malgré les tarifs douaniers instaurés par les Etats-Unis, les exportations chinoises sont en plein essor.
Les données publiées cette semaine indiquent que l'excédent commercial de cette puissance manufacturière a déjà dépassé le cap des 1.000 milliards de dollars, un record historique.
Le Fonds monétaire international et d'autres institutions internationales ont revu à la hausse cette semaine leurs prévisions de croissance pour la Chine cette année.
Le relèvement de 0,2 point du FMI porte ses prévisions de hausse du PIB à 5% en 2025, conformément à l'objectif fixé par Pékin.

MEXIQUE

Les importations d'une douzaine de pays soumises à de nouveaux tarifs douaniers

Le Mexique a décidé d'instaurer de nouveaux droits de douane sur les importations en provenance d'une douzaine de pays, compris entre 20 et 35% pour la plupart des produits. La présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, a affirmé jeudi que les droits de douane imposés à plusieurs pays ne cherchent pas à "générer des conflits" mais visent à "renforcer l'économie nationale". Le Parlement mexicain, la chambre basse mardi puis le Sénat mercredi, a approuvé l'augmentation des droits de douane sur les importations en provenance d'une douzaine de pays avec lesquels le Mexique n'a pas d'accords commerciaux, notamment le Brésil, l'Inde, la Corée du Sud, l'Indonésie, la Thaïlande, la Turquie ou Taïwan.
Les nouveaux droits de douane seront compris entre 20 et 35% pour la plupart des produits, le taux de 50% initialement envisagé ne s'appliquant que dans certains cas.
La mesure, qui doit encore être promulguée, concerne notamment les automobiles, les produits textiles, les chaussures et l'électroménager largement importés.

ÉTATS-UNIS, LE SÉNAT REJETTE DES PROJETS D'AIDE FINANCIÈRE POUR L'"OBAMACAR

5 millions d'Américains pourraient perdre toute couverture santé en 2026

Le Sénat américain a rejeté ce jeudi 11 décembre deux projets de loi concurrents pour éviter à des millions d'Américains de subir une explosion des coûts de leur assurance santé, à quelques semaines de l'expiration d'importantes subventions. Un double refus qui pourrait bien coûter cher aux patients américains les plus modestes. Le Sénat américain a rejeté ce jeudi 11 décembre deux projets de loi concurrents pour éviter à des millions d'Américains de subir une explosion des coûts de leur assurance santé, à quelques semaines de l'expiration d'importantes subventions.
Ces subventions pour le programme public d'assurance santé "Obamacare", à destination des ménages à plus faibles revenus, ont été au coeur du différend en octobre entre élus républicains et démocrates qui avait mené à la paralysie budgétaire la plus longue de l'histoire des États-Unis. La question des coûts de santé est devenue un thème majeur du débat politique américain ces dernières semaines, l'opposition démocrate espérant bien pouvoir s'emparer du sujet en vue des élections législatives cruciales de mi-mandat en novembre 2026.

24 millions d'Américains concernés

Si le Congrès ne parvient pas à se mettre d'accord pour prolonger ces subventions, les coûts d'assurance santé devraient plus que doubler en janvier pour 24 millions d'Américains qui utilisent "Obamacare", selon KFF, un cercle de réflexion spécialisé sur les questions de santé. Et selon le cercle de réflexion Urban Institute, près de 5 millions de bénéficiaires pourraient perdre toute couverture santé en 2026. Donald Trump n'a jusque là pas exprimé sa position sur le sujet, laissant ses lieutenants au Congrès batailler pour décider quelle voie adopter. Un projet de loi républicain prévoit ainsi de remplacer les subventions, versées aux assureurs, par des allocations attribuées directement aux individus. Mais en l'absence de soutien d'élus démocrates, l'initiative a échoué à atteindre le seuil de 60 voix sur 100 nécessaire pour être adoptée au Sénat.

ROYAUME-UNI

Recul du PIB en octobre

Le produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni a reculé de 0,1% en octobre, a annoncé vendredi l'Office national britannique des statistiques (ONS), une baisse "inattendue", les analystes tablant sur une légère progression de 0,1%. Ce recul fait suite à une réponse identique en septembre et une croissance nulle en août dernier."Nous sommes déterminés à définir les prévisions de croissance et à créer des emplois de qualité, afin que chacun puisse bénéficier d'une meilleure situation", a réagi un porte-parole du ministère des Finances britannique.
Le mois d'octobre a notamment été marqué par la reprise des activités du constructeur Jaguar Land Rover, qui avait été contraint de mettre en pause sa production en septembre en raison d'une cyberattaque.
Mais ce regain d'activité n'a pas suffi au Royaume-Uni pour retrouver la croissance en octobre, relève un analyste, qui impute le recul du PIB aux inquiétudes en amont de la présentation du budget britannique le 26 novembre.

ALLEMAGNE

L'inflation stable à 2,3% sur un an en novembre

L'inflation en Allemagne a stagné en novembre, à 2,3% sur un an, selon les chiffres définitifs publiés vendredi par l'Office fédéral des statistiques Destatis. "L'évolution des prix à la consommation s'est stabilisée pour le moment en cette fin d'année", a commenté la présidente de Destatis. En septembre, la hausse des prix était remontée à 2,4% sur un an, le niveau le plus haut de l'année mais loin des sommets atteints en 2022 et 2023.
La présidente de Destatis a souligné le rôle toujours déterminant des prix des services, en hausse de 3,5% en novembre sur un an. En revanche, l'évolution des prix de l'alimentation a continué de diminuer (+1,2%), certains produits alimentaires ont même vu leur prix baisser sur un an, comme le beurre (-22%), l'huile d'olive (-17,4%) et les légumes frais (-4,2%). Les prix de l'énergie ont également baissé par rapport à novembre 2024 (-0,1%). Dans la zone euro, l'inflation est légèrement remontée, à 2,2% en novembre, contre 2,1% le mois précédent, s'écartant un peu plus de l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE) fixé à 2%. Ces chiffres devraient amener la Banque centrale européenne, qui se réunit jeudi prochain, à maintenir la pause sur ses taux d'intérêts directeurs en cours depuis plusieurs mois, après une longue phase de baisse qui s'est terminée en juin dernier.

PARTAGE DE L'EAU

Accord entre les États-Unis et le Mexique

Le ministère américain de l'Agriculture a annoncé vendredi soir un accord sur le partage de l'eau entre les États-Unis et le Mexique, qui n'a pas respecté ses obligations en vertu d'un traité, poussant Donald Trump à le menacer de représailles douanières. «Les États-Unis et le Mexique ont trouvé une entente aujourd'hui pour respecter les obligations actuelles en matière d'eau des agriculteurs et des éleveurs américains et pour que le Mexique fournisse le déficit d'eau envers le Texas dans le cadre du traité de 1944», a indiqué le ministère dans un communiqué, précisant que cet accord s'appliquait «au cycle en cours et au déficit d'eau du précédent cycle». Les deux pays continuent leurs discussions afin de finaliser ce plan d'ici fin janvier.
Donald Trump a accusé lundi le Mexique de ne pas respecter ce traité de partage de l'eau qui oblige les États-Unis à fournir chaque année 1,85 milliard de m3 du fleuve Colorado et le Mexique 432 millions de m3 du Rio Bravo (que les Américains appellent «Rio Grande»). Mais Mexico est très en retard sur ses engagements. Selon Washington, son voisin a cumulé un déficit de plus d'un milliard de m3 sur les cinq dernières années. «Cette violation nuit gravement à nos belles récoltes et à notre bétail au Texas», avait écrit Donald Trump.
Selon le ministère de l'Agriculture, le Mexique a accepté de fournir 250 millions de m3 d'eau à partir de la semaine prochaine, et de rattraper le retard accumulé.
D'après la ministre Brooke Rollins, citée dans le communiqué, Mexico a livré davantage d'eau en un an que sur les quatre années précédentes cumulées. Cette entente «est un pas dans la bonne direction mais le président Trump a été très clair : si le Mexique continue de faire défaut à ses engagements, les États-Unis se réservent le droit d'imposer des taxes douanières de 5% sur tous les produits mexicains» importés sur le sol américain.
La présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, avait assuré avoir bon espoir de trouver un accord avec Donald Trump. «Nous avons la ferme intention de fournir la quantité d'eau due pour les années précédentes, conformément au traité, et bien sûr, de garantir l'approvisionnement en eau du Mexique», avait-elle déclaré, relevant néanmoins qu'en raison de la taille des pipelines, «il ne serait pas possible de fournir en très peu de temps la quantité d'eau» exigée par son homologue américain.

Amazon pourrait bientôt concurrencer Starlink sur le Wi-Fi en avion

Si Starlink a déjà équipé pas mal de compagnies aériennes, Amazon compte bien rattraper son retard. Le projet Leo étant désormais opérationnel, le géant américain veut concurrencer Elon Musk jusque dans les airs.

Fini le temps où l'on payait une fortune pour charger un simple e-mail en plein vol. American Airlines a confirmé être en discussions avancées avec Amazon pour intégrer sa nouvelle technologie satellitaire, Amazon Leo (anciennement Project Kuiper), à sa flotte. L'objectif : offrir un Wi-Fi gratuit et ultra-rapide à ses passagers.

Amazon Leo : le challenger de Starlink

Pour le PDG d'American Airlines, Robert Isom, l'enjeu est important. Il faut pouvoir garantir une connexion haut débit à plus de 1000 avions simultanément. Actuellement, la compagnie s'appuie en grande partie sur Viasat, un fournisseur traditionnel utilisant des satellites géostationnaires (très haut dans le ciel). Le problème ? La latence et la congestion du réseau lorsque des centaines de passagers tentent de lancer Netflix en même temps.
C'est là qu'Amazon Leo entre dans le bal. Comme Starlink, cette technologie repose sur une constellation de satellites en orbite terrestre basse nommée Leo. En étant plus proches de la Terre, ces satellites offrent une vitesse presque comparable à celle de votre fibre optique domestique.

Il y a un hic : le calendrier

Starlink possède déjà des milliers de satellites opérationnels et a signé avec des géants comme Qatar Airways ou Air France. De son côté, Amazon Leo n'a commencé ses lancements qu'en avril 2025 et ne compte qu'environ 150 satellites en orbite. Le service complet n'est pas attendu avant 2027.

Pourquoi American Airlines envisagerait-elle une technologie qui n'est pas encore prête ? C'est un pari sur l'avenir. Choisir Amazon aujourd'hui, c'est potentiellement verrouiller des tarifs plus avantageux et s'intégrer à l'écosystème massif du géant du e-commerce. À l'inverse, choisir Starlink, c'est opter pour la sécurité immédiate d'un système qui a fait ses preuves, mais avec une marge de négociation très certainement plus faible.
Pour les passagers, cette concurrence est une excellente nouvelle. Que le signal soit propulsé par Bezos ou Musk, la finalité est la même. Enfin, internet en avion sera plus rapide. Pour en témoigner, lors de mon dernier vol Air France, charger une page web était interminable. L'industrie aérienne comprend enfin que le Wi-Fi n'est plus un luxe optionnel, mais un confort aussi essentiel que le siège inclinable.
Toutefois, si l'accord avec Amazon se concrétise, il faudra s'armer de patience. La technologie ne sera pas déployée commercialement avant plusieurs années. American Airlines garde d'ailleurs toutes ses options ouvertes et continue de tester Viasat et Starlink en parallèle. Les prochains mois seront décisifs pour savoir si Amazon Leo peut réellement transformer son retard technique en opportunité commerciale.

WhatsApp ressuscite une fonctionnalité d'un autre temps

WhatsApp annonce l'arrivée de plusieurs fonctionnalités pour cette fin d'année. Et l'une d'entre elle pourrait bien vous replonger dans un autre temps.
D'une simple messagerie textuelle, WhatsApp s'est aujourd'hui muée en plateforme de communication multifonctionnelle, mêlant appels vocaux et vidéo, groupes massifs, chaînes de diffusion et même outils pour les entreprises. Et désormais, elle va rendre un peu plus obsolètes les appels téléphoniques classiques.

Une messagerie vocale, qui n'en est pas vraiment une

« Les fêtes sont une période chargée, remplie de moments pour retrouver ses proches, où il arrive parfois que l'on ne réussisse pas à joindre tout le monde en temps voulu », écrit la filiale de Meta dans un communiqué. Dorénavant, il vous sera donc possible de laisser un message vocal ou vidéo à vos interlocuteurs s'ils ne répondent pas à votre appel.
Évoquée depuis cet été, la fonctionnalité est enfin déployée par WhatsApp. Concrètement, l'application vous invitera à enregistrer un message sans avoir à naviguer manuellement vers les options du microphone ou de la caméra dans la barre d'outils du chat. Si elle ne propose pas de fonctionnalité de messagerie vocale traditionnelle intégrée aux appels, ces messages vont clairement remplir la même fonction.
L'idée est simplement de s'appuyer sur ses fonctionnalités existantes d'enregistrement vocal et vidéo pour offrir une expérience similaire. Les contacts ayant manqué un appel audio et vidéo verront immédiatement le message s'afficher lorsqu'ils ouvriront l'application.

Améliorations des discussions en groupe

Mais ce n'est pas tout. WhatsApp annonce aussi l'introduction des réactions en temps réel dans les discussions vocales : il est désormais possible d'envoyer un emoji pendant une conversation audio de groupe, afin de montrer son soutien ou son accord sans prendre la parole ni couper l'échange. De même, lors des appels vidéo en groupe, l'application va afficher en priorité la personne qui parle à l'écran, une fonction pensée pour rendre les échanges plus lisibles et éviter de perdre le fil lorsque plusieurs participants sont présents. La firme peaufine également la fonction de génération d'image par intelligence artificielle (IA).
De quoi rendre encore plus fonctionnelle la messagerie, qui compte tout de même plus de 3 milliards d'utilisateurs actifs mensuels dans le monde.

GPT-5.2 ARRIVE EN CATASTROPHE

OpenAI craint Google et Claude

Panique à San Francisco ? OpenAI dégaine GPT-5.2 à la hâte, une version censée remettre Google et Anthropic à leur place. La start-up californienne, autrefois si sereine, semble avoir perdu son calme légendaire face à une concurrence de plus en plus mordante.
L'ère de la domination incontestée de ChatGPT semble révolue. Le coup de tonnerre provoqué par Gemini 3 a déclenché une « alerte rouge » chez OpenAI, forçant l'entreprise à abandonner sa feuille de route pour une riposte immédiate. Ce rythme effréné révèle les fissures d'un géant que l'on pensait invincible, symbole d'une bulle technologique qui pourrait bien être sur le point de se dégonfler.

Panique à bord ? OpenAI accélère face à la menace

Le roi serait-il nerveux ? Tout porte à le croire. Longtemps habitué à dicter le tempo, OpenAI court désormais derrière ses rivaux. Le lancement précipité de GPT-5.2, quelques semaines à peine après une version 5.1 déjà tièdement accueillie, illustre cette nouvelle réalité. Sam Altman, le dirigeant de l'entreprise, a mobilisé ses équipes dans une course contre la montre pour tenter de regagner un avantage technologique qui s'effrite. Les performances de Gemini 3 sur des épreuves comparatives clés ont forcé la main d'un champion qui doute.
Cette nouvelle version se décline en plusieurs modèles spécialisés, une stratégie qui suggère un bricolage hâtif plutôt qu'une vision claire. L'objectif est de colmater les brèches en proposant une version pour chaque usage, de la conversation instantanée au raisonnement complexe. Mais cette fragmentation peine à masquer l'essentiel : OpenAI ne fait plus la course en tête, il réagit.

Plus qu'une mise à jour, une opération reconquête

Derrière la façade d'une puissance technologique, les signaux d'alerte se multiplient. La croissance du nombre d'utilisateurs de ChatGPT stagne, tandis que celle de Gemini explose. Ce déséquilibre des forces témoigne d'un public qui ne considère plus OpenAI comme l'unique référence. La pression est aussi financière : avec une introduction en bourse prévue pour 2026, l'entreprise ne peut se permettre de paraître affaiblie.
Cette précipitation soulève de sérieuses questions sur la qualité et la fiabilité du modèle. Un développement accéléré se fait souvent au détriment des tests de sécurité et de la correction des biais, un pari risqué pour une technologie aussi influente. En agissant sous la contrainte, OpenAI prend le risque de dégrader la confiance, son actif le plus précieux et déjà bien entamé par le lancement de GPT-5. Cette fuite en avant pourrait bien marquer le début de la fin de son hégémonie.

QUAND ON NE SAIT PLUS OÙ ELLE EST GARÉE

Une nouvelle fonction de Google Maps permet de retrouver sa voiture

Google Maps rattrape enfin Waze et Apple Plans avec une fonction que les automobilistes attendaient depuis des années : l'enregistrement automatique de la place de stationnement. Sur iOS, l'application sait désormais toute seule où vous vous êtes garé, sans avoir à toucher l'écran, et affiche même l'emplacement avec l'icône personnalisée de votre voiture. Une avancée bienvenue, mais qui laisse pour l'instant les utilisateurs Android sur le carreau.

Jusqu'ici, enregistrer sa place de parking dans Google Maps relevait du réflexe manuel. Il fallait penser à appuyer sur le point bleu de sa position, puis sélectionner l'option « Enregistrer le stationnement ». La fonction existait depuis longtemps, y compris via un bouton dédié sur Android Auto à l'arrivée, mais rien ne se faisait sans intervention de l'utilisateur. À l'automne 2025, Rio Akasaka, directeur produit senior de Maps chez Google, a annoncé discrètement un changement de taille sur Linkedin : la version iOS est désormais capable de détecter qu'un trajet est terminé et que vous venez de vous garer, puis de poser automatiquement une épingle à l'endroit où le véhicule a été laissé.

Désormais Google Maps enregistre automatiquement où vous êtes garés

Le fonctionnement repose sur un point clé : la connexion entre le smartphone et la voiture. « Montez dans votre voiture avec Google Maps et connectez-vous à votre véhicule via USB, Bluetooth ou CarPlay », résume Rio Akasaka. Lorsque la liaison se coupe (fin de session CarPlay, déconnexion Bluetooth ou câble USB retiré), Maps comprend que le trajet est terminé et enregistre l'emplacement de stationnement. À l'inverse, dès que l'application détecte que vous êtes de nouveau en train de rouler, l'épingle est supprimée automatiquement. Google ajoute une limite temporelle : si vous ne repartez pas, la position reste mémorisée pendant 48 heures maximum, sauf si vous la supprimez manuellement avant.

Sur le principe, Google s'aligne ainsi sur ce que propose Apple Plans depuis plusieurs années : l'iPhone peut déjà se souvenir de l'endroit où la voiture est garée lorsque l'on coupe CarPlay. Mais le système de Google ajoute une couche d'automatisation en effaçant l'épingle dès que vous reprenez la route, là où la mémoire d'Apple peut parfois conserver à tort un ancien stationnement. Par rapport à Waze, autre propriété de Google, l'approche se veut également plus fine : Waze enregistre la fin de trajet et le stationnement sans se baser sur la connexion véhicule, ce qui lui permet de fonctionner avec de vieilles voitures ou un deux-roues, mais rend la localisation moins précise dans les grands parkings, souterrain, ou lorsque l'on fait un détour à pied.

Savoir automatiquement où est garée sa voiture sur Google Maps est réservé à iOS

Cette nouveauté s'accompagne d'un petit détail cosmétique qui joue sur la personnalisation. Jusqu'ici, l'icône de stationnement sur Google Maps se matérialisait par un simple « P » bleu ou violet. Désormais, sur iOS, l'application peut reprendre directement l'icône de véhicule que vous avez choisie pour vous représenter sur la carte : citadine, SUV, sportive, avec un large choix de silhouettes et de couleurs ajouté ces derniers mois. Google avait introduit ces icônes de véhicules dès 2020, puis étendu l'option à Android et renforcé l'offre visuelle en 2025, y compris sur Android Auto et CarPlay ; lier cette personnalisation à la fonction parking s'inscrit dans la même logique d'appropriation de l'interface par l'utilisateur. Pour l'instant, cette amélioration a un défaut majeur : elle est strictement réservée à l'iPhone. La page de support officielle de Google le confirme : l'enregistrement automatique de la place de stationnement fonctionne uniquement sur iOS, à condition d'être connecté au véhicule par USB, Bluetooth ou CarPlay. Sur Android, il demeure nécessaire de marquer manuellement l'emplacement de son véhicule, comme on le faisait déjà depuis des années. Aucun calendrier de déploiement n'est communiqué pour une arrivée sur les smartphones Android, un comble pour une fonction issue d'un service Google sur le système d'exploitation maison.

Audi cède le contrôle d'un célèbre carrossier italien à une entreprise tech

Italdesign ne fait plus partie intégrante de l'univers Volkswagen : Audi a accepté de céder le contrôle du studio à l'entreprise technologique américaine UST, active dans plus de 30 pays. Un changement majeur pour un bureau fondé par Giorgetto Giugiaro et longtemps au cœur de la stratégie du groupe allemand. Au-delà du transfert de capital, l'opération dit quelque chose de la transformation du design automobile, devenu autant un métier logiciel que de l'art pur. Fondé en 1968 par Giorgetto Giugiaro, Italdesign a façonné une partie considérable de l'histoire automobile européenne : Golf, Scirocco, Passat, Alfa 159, Fiat Grande Punto, mais aussi des projets pour BMW, Hyundai ou Renault. Audi en avait pris le contrôle total en 2015, en faisant un pôle stratégique du groupe Volkswagen pour le design, l'ingénierie et la prototypage. Oui mais voilà, comme pressenti depuis plusieurs mois déjà, la marque aux anneaux vient d'accepter de céder la majorité du capital à une société extérieure. Officiellement, le studio de design restera un "partenaire stratégique" via Lamborghini. Mais dans les faits, Italdesign sort du périmètre industriel d'Audi pour entrer dans l'écosystème d'une entreprise spécialisée dans le cloud, l'IA, la cybersécurité et le développement de véhicules définis par le logiciel. Les fameux SDV ou Software Defined Vehicles. Un changement qui ne doit rien au hasard en réalité.

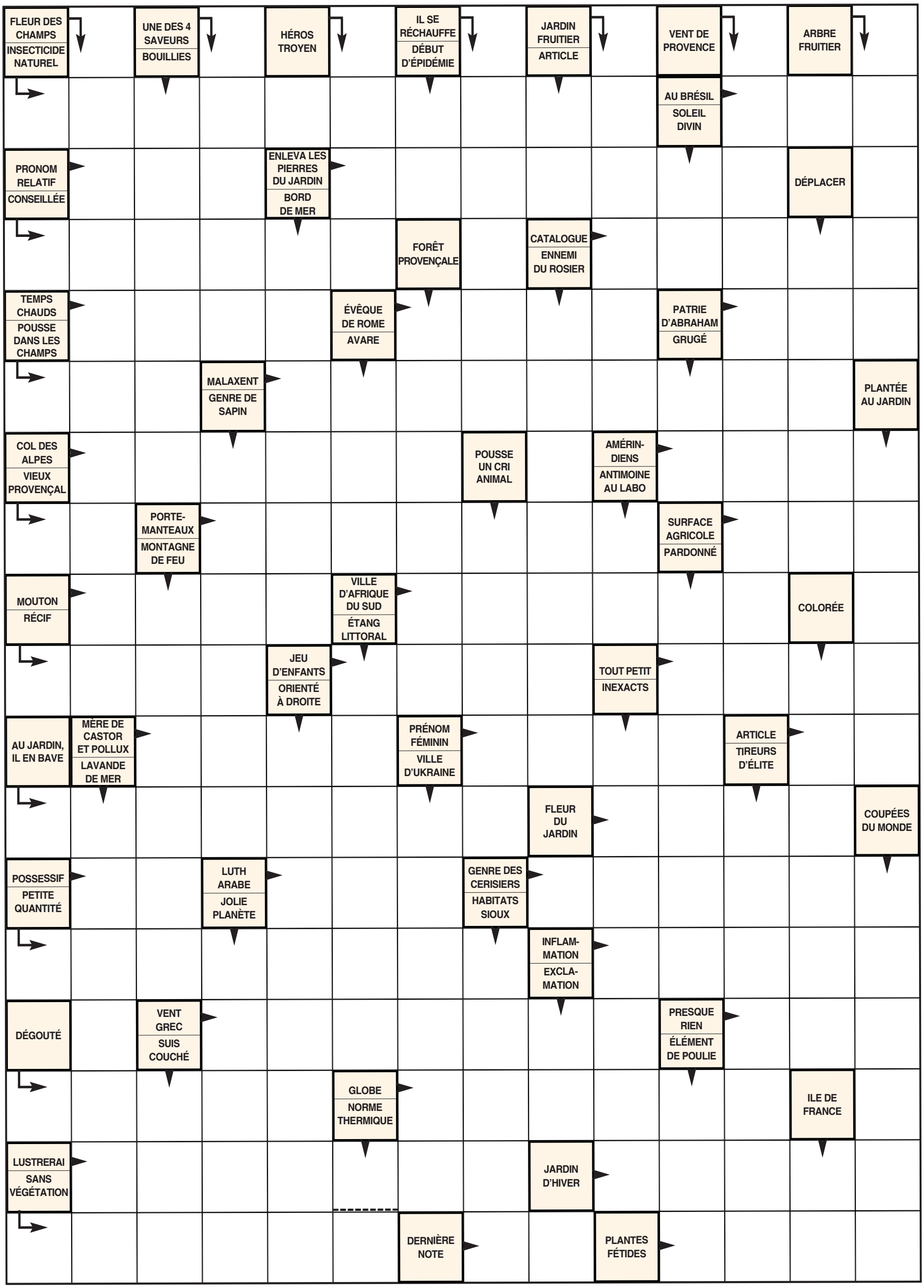
Vers un design de plus en plus numérique

UST n'est pas un nom familier dans l'automobile. Créée en 1999 en Californie, la société revendique 30 000 employés et une expertise qui couvre l'intelligence artificielle, les plateformes digitales, l'automatisation et le développement logiciel. Son ambition affichée : combiner ses compétences avec l'expertise historique d'Italdesign pour offrir un parcours complet, du développement initial à la production, en passant par la conception matérielle et logicielle. Cette orientation correspond aux mutations actuelles de l'industrie. Les constructeurs cherchent à réduire leurs coûts internes, externaliser certains métiers et accélérer la création de véhicules "software-defined", dont la valeur perçue dépend autant du design physique que de l'architecture numérique. Dans ce contexte, l'arrivée d'un acteur comme UST à la tête d'Italdesign n'est autre que l'illustration d'un marché où le design automobile se mêle à la technologie au sens large.

Quel avenir pour Italdesign sans la tutelle d'Audi ?

Pour Italdesign, cette vente ouvre la possibilité d'un développement international plus large que sous le giron d'Audi, même si l'avenir exact du studio reste flou. Le dernier concept notable, l'EVX présenté comme simple hologramme à Munich en septembre dernier, reflétait déjà une période de transition, avec une activité qui n'a plus grand chose en commun avec Audi. L'intégration à UST pourrait renforcer ce positionnement hybride. Pour l'industrie automobile, l'opération envoie un message plus large. Les studios de design historiques doivent impérativement se réinventer, comme bon nombre d'autres corps de métier. La chaîne de valeur du véhicule moderne, connectée, numérisée et définie par logiciel, attire désormais des acteurs qui n'ont pas d'héritage automobile mais qui ont l'expertise technologique. Un glissement qui pourrait bien annoncer d'autres mouvements dans les années à venir.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Dimanche 14 décembre 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA ROUTE

13 morts et 392 blessés en 48 heures

Treize (13) personnes ont trouvé la mort et 392 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Laghouat, avec un mort et deux (2) blessés, suite à un renversement d'un véhicule, survenu sur la RN n 129, dans la commune de Tadjrouna, daïra d'Aïn Madi.

COMMUNICATION

Le ministre prend part à la cérémonie d'inauguration du Musée national libyen

Le ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, a pris part à la cérémonie officielle d'inauguration du Musée national libyen à Tripoli, organisée sous le patronage et en présence du chef du Gouvernement d'unité nationale de la Libye, M. Abdelhamid Dbeibah.
L'inauguration, qui s'est déroulée vendredi soir, a réuni "nombre de ministres et diplomates arabes, ainsi qu'une élite de journalistes, d'artistes et de créateurs de contenu venus de nombreux pays arabes", a indiqué samedi un communiqué du ministère. A cette occasion, le ministre de la Communication a visité, en compagnie de M. Abdelhamid Dbeibah, les différents pavillons du musée, a précisé la même source.

UNESCO

L'Algérie élue vice-présidente de la prochaine session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

L'Algérie a été élue vice-présidente pour la 21e session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO pour l'année 2026, lors de la 20e session ordinaire dudit Comité tenue vendredi à New Delhi (Inde), indique un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.
"Lors de la 20e session ordinaire du Comité, tenue vendredi 12 décembre 2025 à New Delhi, Il a été décidé de la tenue de la 21e session dans la ville de Xiamen (République populaire de Chine), du 30 novembre au 5 décembre 2026", précise le communiqué. "Organe statutaire de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, ce Comité est chargé de préparer la mise en oeuvre de la Convention et d'évaluer les dossiers de candidature inscrits sur les listes du patrimoine mondial", selon la même source.
"Cette élection de haut niveau se veut une reconnaissance internationale de la place de premier plan de l'Algérie et de ses efforts continus en matière de sauvegarde et de protection du patrimoine culturel immatériel de l'humanité", ajoute le communiqué.
"L'élection de l'Algérie à ce poste important lui offre la possibilité de contribuer à l'élaboration des politiques et à l'orientation des efforts internationaux pour la protection du patrimoine immatériel de l'humanité, mais confirme également son engagement à soutenir les causes d'un patrimoine culturel juste et durable", conclut la même source.

MDN

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha installe le Directeur central de la sécurité de l'Armée

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a présidé, samedi, au nom du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, la cérémonie officielle d'installation du directeur central de la sécurité de l'Armée, le Général Abbas Ibrahim, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).
"Au nom de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et conformément au décret présidentiel du 8 décembre 2025, j'installe officiellement le Général Abbas Ibrahim, dans les fonctions de Directeur central de la sécurité de l'Armée, en remplacement du Général Djeribi Mahrez", a déclaré le Général d'Armée "Aussi, je vous ordonne de travailler sous son autorité, de suivre ses ordres et d'exécuter ses instructions, dans l'intérêt du service, en application des règlements militaires en vigueur et des lois de la République, et en faisant montre de fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouhada et aux valeurs de notre Glorieuse Révolution", a-t-il ajouté.
Cette occasion a constitué "une opportunité pour Monsieur le Général d'Armée pour donner aux cadres de cette Direction sensible, un ensemble d'instructions et d'orientations, mettant l'accent sur la nécessité de fournir davantage d'efforts dévoués au service de la patrie et faire preuve d'engagement immuable dans l'accomplissement des missions assignées avec toute la rigueur et la persévérance requises", a souligné le communiqué du MDN.
A l'issue, le Général d'Armée a supervisé la cérémonie de signature et d'approbation du Procès-verbal de passation de consignes.

PRODUCTION DE BLÉ ET D'ORGE EN ALGÉRIE

Un rapport américain anticipe une légère hausse

Un récent rapport du Département américain de l'Agriculture prévoit une amélioration de la production céréalière en Algérie pour la campagne 2025-2026, notamment pour le blé et l'orge.
Selon le document, le rendement moyen du blé devrait atteindre 1,78 tonne par hectare, soit une augmentation de 0,11 tonne par rapport à la campagne précédente et de 0,28 tonne par rapport à la saison 2023-2024. Au niveau national, la production totale de blé pourrait s'élever à 3,2 millions de tonnes, marquant une progression de 0,2 million de tonnes par rapport à 2024-2025 et de 0,5 million de tonnes par rapport à 2023-2024.Pour l'orge, le rapport anticipe également des résultats en hausse. Le rendement moyen devrait atteindre 1,32 tonne par hectare, soit une augmentation de 0,15 tonne par rapport à la saison précédente et de 0,32 tonne par rapport à 2023-2024. La production totale d'orge pourrait ainsi s'établir à 1,35 million de tonnes, en progression de 0,15 million de tonnes par rapport à 2024-2025.En revanche, la production d'avoine devrait rester stable, avec un rendement moyen de 1,31 tonne par hectare et une production nationale totale estimée à 0,11 million de tonnes.
Ce rapport met en lumière une tendance encourageante pour le secteur céréales en Algérie, malgré les aléas climatiques et les défis structurels de l'agriculture nationale. L'amélioration attendue des rendements pourrait contribuer à renforcer la sécurité alimentaire et réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations.

APN

La Commission des transports auditionne les représentants des ministères de l'Intérieur, de la Justice et de la GN sur le projet de loi du Code de la route

La Commission des transports et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale (APN), a poursuivi, samedi, l'examen des dispositions du projet de loi sur le Code de la route, après avoir auditionné des représentants du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports et du ministère de la Justice et du représentant de la Gendarmerie nationale (GN), indique un communiqué de l'Assemblée.
La poursuite des travaux de la Commission des transports, sous la présidence de M. Kada Nedjadi, président de la Commission, s'inscrit dans le cadre du "programme lancé par la Commission depuis jeudi dernier, où elle a entamé l'examen du projet de loi qui comprend 190 articles, après avoir organisé une série de réunions consacrées à l'écoute des avis des responsables, d'experts et de spécialistes de ce domaine, en vue d'enrichir le texte par les propositions adéquates", précise le communiqué.

AADL 3

Pose de la première pierre pour la réalisation de 1.500 logements à Relizane

Le Directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Riadh Guemdani, accompagné du wali de Relizane, Kamel Berkane, a présidé, samedi, la cérémonie de pose de la première pierre du projet de réalisation de 1.500 logements de la formule location-vente, dans le cadre du programme AADL 3 dans la wilaya de Relizane.
Ce projet d'habitat sera réalisé au niveau du pôle urbain Relizane-Belassel, dans la commune de Relizane, sur une superficie de plus de 9 hectares. Il comprend 43 immeubles, avec des délais de réalisation oscillant entre 18 et 24 mois, selon les explications fournies par les responsables de la direction des Projets de logements AADL à Relizane.
Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie, le wali de Relizane, Kamel Berkane, a indiqué que "ce pôle urbain, qui s'étend sur une superficie de 400 hectares, permet l'implantation d'un grand nombre de logements en formule location-vente dans le cadre du programme AADL 3, en plus d'autres formules de logement pouvant atteindre 31.000 unités, ainsi que des équipements publics tels que des établissements éducatifs, sanitaires et autres".
Le nombre total des projets de logements en formule location-vente relevant du programme "AADL 3" dont l'emplacement a été localisé à l'échelle nationale a atteint, à ce jour, 21.215 logements, répartis sur neuf wilayas, a précisé à l'APS le chargé de communication de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Hichem Cherif. Ces logements, récemment implantés, se répartis comme suit : 8.050 logements au pôle urbain "Sissaoui" dans la wilaya de Constantine, 1.600 logements au pôle urbain " El Bakrat" dans la wilaya de Ouargla, 2.000 logements dans la wilaya de Médéa, 1.000 dans la wilaya de Tébessa, 2.400 dans la wilaya de Mascara, 1.150 dans la wilaya de Laghouat, 2.115 dans la wilaya de M'sila et 1.500 dans la wilaya de Relizane, a-t-il détaillé.